

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 3765

8 décembre 2014

SOMMAIRE

1492i Investments & Co S.C.A.	180683	Murano Private S.A. SPF	180679
Allianz Infrastructure Luxembourg I S.à r.l.	180684	Naya Web Agency S.à r.l.	180679
aPRIVA S.à r.l.	180683	NCPHarm S.à r.l.	180679
Atout Finance Sàrl	180718	NearVision S.à r.l.	180676
CAERUS Debt Fund S.à r.l.	180675	PHM Holdco 20 S.à r.l.	180694
CAERUS Real Estate Debt Lux. S.C.A., SI- CAV-SIF	180675	Société de Regroupement Immobilier S.A.	180677
Café des Bons Amis & Frères Contins sàrl	180719	Sofinas S.A.	180682
Cameron Lux IV Sàrl	180720	SQL Solutions S.à r.l.	180676
Carmatrans S. à r. l.	180675	Stellux S.A.	180681
Charity S.A.	180674	Sunfin International S.A.	180680
Colonnade FW S.à r.l.	180674	Terra Nobilis S.A.	180681
Cornerstone Commercial Properties Hol- dings S.A.	180674	Texas Instruments International Manage- ment Company S.à r.l.	180683
Corporate Operational Strategies	180674	Titu Land Holding (Luxembourg) S.à r.l.	180677
CPX Invest Holding S.A.	180674	Toote	180682
CPX Invest Holding S.A.	180675	Tuvalu International S.A.	180681
DH Holding (Luxembourg) S.à r.l.	180675	Velvet Lux Holding S.A.	180715
Elektra-Lux S.A.	180717	Venglo Holding S.A.	180680
Europe Capital Partners S.A.	180687	Vistra IP Rights S.à r.l.	180683
Gain Capital Real Estate Italia S.à r.l. ...	180690	White Code S.A.	180682
Handelsbanken Funds	180700	White Code S.A.	180679
Lavanda North S.A.	180676	Windhof Business Center S.A.	180680
MC Seahome A.G.	180677	Wit Invest S.A.	180682
Memory Keepers S.A.	180678	Wyndham Luxembourg Holdings S.à r.l.	180677
MP51 Acquisition S.à r.l.	180678	Your Solution S.à r.l.	180681
Multimedcom	180676	ZC Invest S.à r.l.	180716
Multimedcom	180678		

Cornerstone Commercial Properties Holdings S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2450 Luxembourg, 15, boulevard Roosevelt.
R.C.S. Luxembourg B 182.910.

Les statuts coordonnés de la société ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 20 novembre 2014.

Référence de publication: 2014183237/10.

(140206979) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 novembre 2014.

Corporate Operational Strategies, Société Anonyme.

Siège social: L-2148 Luxembourg, 5, rue Fernand Mertens.
R.C.S. Luxembourg B 40.758.

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014183238/10.

(140207025) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 novembre 2014.

Colonnade FW S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 130.160.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour Colonnade FW S.à r.l.

Intertrust (Luxembourg) S.à. r.l.

Référence de publication: 2014183234/11.

(140206438) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 novembre 2014.

CPX Invest Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.
R.C.S. Luxembourg B 110.653.

Le bilan et l'annexe au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

Un administrateur

Référence de publication: 2014183283/11.

(140206626) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 novembre 2014.

Charity S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1511 Luxembourg, 121, avenue de la Faïencerie.
R.C.S. Luxembourg B 157.672.

Le bilan au 31 décembre 2011 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 20 novembre 2014.

Pour la société

Un administrateur

Référence de publication: 2014183229/12.

(140206389) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 novembre 2014.

CAERUS Debt Fund S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1736 Senningerberg, 5, Heienhaff.
R.C.S. Luxembourg B 182.487.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Belvaux, le 19 novembre 2014.
Référence de publication: 2014183245/10.
(140206261) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 novembre 2014.

Carmatrans S. à r. l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9763 Marnach, 1, Ruedderstrooss.
R.C.S. Luxembourg B 151.983.

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014183253/10.

(140207080) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 novembre 2014.

CAERUS Real Estate Debt Lux. S.C.A., SICAV-SIF, Société en Commandite par Actions sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-1736 Senningerberg, 5, Heienhaff.
R.C.S. Luxembourg B 182.873.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Belvaux, le 19 novembre 2014.
Référence de publication: 2014183246/11.
(140206229) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 novembre 2014.

CPX Invest Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.
R.C.S. Luxembourg B 110.653.

Le bilan et l'annexe au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour la société
Un administrateur*

Référence de publication: 2014183284/11.

(140206627) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 novembre 2014.

DH Holding (Luxembourg) S.à r.l., Société à responsabilité limitée holding unipersonnelle.

Siège social: L-5367 Schuttrange, 64, rue Principale.
R.C.S. Luxembourg B 125.067.

EXTRAIT

Veillez noter que l'associé Mr. David Samuel Hammelburger de la société DH Holding (Luxembourg) S.à r.l. possède désormais son adresse privée au 27 Upper Park Road, Salford, Manchester M7 4JB, Royaume-Uni.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait sincère et conforme

Référence de publication: 2014183324/12.

(140206034) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 novembre 2014.

Lavanda North S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2210 Luxembourg, 38, boulevard Napoléon 1er.
R.C.S. Luxembourg B 167.543.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014183593/9.

(140206613) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 novembre 2014.

SQL Solutions S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1660 Luxembourg, 84, Grand-rue.
R.C.S. Luxembourg B 145.077.

Der Jahresabschluss vom 31. Dezember 2013 wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Bettembourg, den 29. Oktober 2014.

Référence de publication: 2014183832/11.

(140206278) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 novembre 2014.

Multimedcom, Société Anonyme.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 28, boulevard Joseph II.
R.C.S. Luxembourg B 73.436.

Les comptes annuels au 31/12/2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 20/11/2014.

G.T. Experts Comptables Sarl
Luxembourg

Référence de publication: 2014183657/12.

(140206491) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 novembre 2014.

NearVision S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 42.400.000,00.

Siège social: L-2661 Luxembourg, 42, rue de la Vallée.
R.C.S. Luxembourg B 145.600.

Extrait du 07 juillet 2014

Suite à une cession de parts réalisée entre les associés de la Société et formalisée contractuellement en date du 7 juillet 2014, les associés de la Société sont dorénavant:

- FarVision S.à r.l., sis 42, rue de la Vallée, L-2661 Luxembourg, immatriculée sous le numéro B145535 au registre du commerce et des sociétés luxembourgeois, propriétaire de 33.900.000 parts sociales ordinaires,

- Eyes Master Manco B.V., sis 21 Papland, 4206 CK Gorinchem, Pays-Bas, immatriculée sous le numéro 52502120 au registre du commerce et des sociétés d'Amsterdam, propriétaire de 7.500.000 parts sociales ordinaires et de 1.000.000 de parts sociales Ratchet.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 07 juillet 2014.

Pour: NEARVISION S.à r.l.

Société anonyme

Experta Luxembourg

Société anonyme

Référence de publication: 2014183659/22.

(140206617) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 novembre 2014.

Titu Land Holding (Luxembourg) S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Siège social: L-5367 Schuttrange, 64, rue Principale.
R.C.S. Luxembourg B 129.863.

EXTRAIT

Veillez noter que l'associé Mr. David Samuel Hammelburger de la société Titu Land Holding (Luxembourg) S.à r.l. possède désormais son adresse privée au 27 Upper Park Road, Salford, Manchester M7 4JB, Royaume-Uni.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait sincère et conforme

Référence de publication: 2014183861/12.

(140206049) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 novembre 2014.

Wyndham Luxembourg Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: AUD 700.000,00.

Siège social: L-1931 Luxembourg, 35/37, avenue de la Liberté.
R.C.S. Luxembourg B 171.171.

EXTRAIT

En date du 10 novembre 2014, le conseil de gérance a décidé de transférer le siège social du 15, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, au 35/37, avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg, avec effet au 3 novembre 2014.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 20 novembre 2014.

Référence de publication: 2014183915/13.

(140206461) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 novembre 2014.

MC Seahome A.G., Société Anonyme.

Siège social: L-2713 Luxembourg, 1, place du Théâtre.
R.C.S. Luxembourg B 178.118.

Version rectifiée

Remplacement dépôt L140205007 du 18/11/2014

Les statuts coordonnés au 23/10/2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 21/11/2014.

Cosita Delvaux

Notaire

Référence de publication: 2014184357/14.

(140207289) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 novembre 2014.

Société de Regroupement Immobilier S.A., Société Anonyme.

R.C.S. Luxembourg B 47.664.

CLÔTURE DE LIQUIDATION

Par jugement rendu en date du 6 novembre 2014, le Tribunal d'Arrondissement de et à Luxembourg, sixième section, siégeant en matière commerciale, après avoir entendu le Juge Commissaire en son rapport oral, le liquidateur et le Ministère Public en leurs conclusions, a déclaré closes pour insuffisance d'actif les opérations de liquidation:

- Société anonyme SOCIETE DE REGROUPEMENT IMMOBILIER SA, dont le siège social à L-2213 Luxembourg, 1, rue de Nassau, a été dénoncé en date du 14 septembre 2010, (N° R.C.S.B47 664)

Pour extrait conforme

Emilie MELLINGER

Le liquidateur

Référence de publication: 2014183821/15.

(140206993) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 novembre 2014.

Memory Keepers S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 33, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 50.085.

—
Extrait de résolution prise par l'assemblée générale ordinaire des actionnaires de la société tenue extraordinairement le 17 octobre 2014 à 10.00 heures au siège social de la société

L'assemblée générale accepte la démission de CERTIFICAT Luxembourg SARL, avec son siège social au 1, rue du Glacis L-1628 Luxembourg en tant que commissaire aux comptes et nomme la société STRATEGO INTERNATIONAL SARL, ayant son siège social au 370, route de Longwy L-1940 Luxembourg, inscrite auprès du Registre de Commerce et des Sociétés Luxembourg sous le numéro B 45163 jusqu'à l'assemblée générale qui se tiendra en 2017.

Pour extrait conforme

Référence de publication: 2014184360/14.

(140207489) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 novembre 2014.

Multimedcom, Société Anonyme.

Siège social: L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg.

R.C.S. Luxembourg B 73.436.

—
Lors de l'assemblée générale ordinaire du 12 septembre 2014, les décisions suivantes ont été prises:

G.T. Fiduciaires S.A., ayant son siège social à L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg et inscrit au RCSL sous le numéro B121820 est nommé commissaire aux comptes de la société, son mandat se terminant en 2019, en remplacement de G.T. Experts Comptables S.à.r.l., démissionnaire.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 21 novembre 2014.

G.T. Experts Comptables S.à.r.l.

Luxembourg

Référence de publication: 2014184375/15.

(140207393) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 novembre 2014.

MP51 Acquisition S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 185.209.

—
Extrait des décisions prises par l'associée unique en date du 21 novembre 2014

1. Monsieur Alexandre Warnier a démissionné de son mandat de gérant avec effet immédiat.
2. Madame Nicola Foley a démissionné de son mandat de gérante avec effet immédiat.
3. Madame Karolina Dziemianczyk a démissionné de son mandat de gérant avec effet immédiat.
4. Monsieur Joël Cardenas, administrateur de sociétés, né à Bilbao (Espagne), le 3 mars 1978, demeurant professionnellement à 6, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, a été nommé comme gérant pour une durée indéterminée avec effet immédiat.
5. Madame Karen Wright, administrateur de sociétés, née à St Andrew (Jamaïque), le 11 avril 1978, demeurant professionnellement à 6, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, a été nommé comme gérante pour une durée indéterminée avec effet immédiat.
6. Monsieur Imede El Moudden, administrateur de sociétés, né à Mont-Saint-Martin (France), le 22 mai 1988, demeurant professionnellement à 6, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, a été nommé comme gérant pour une durée indéterminée avec effet immédiat.

Luxembourg, le 21 novembre 2014.

Pour extrait sincère et conforme

Pour MP51 Acquisition S.à r.l.

Intertrust (Luxembourg) S.à r.l.

Référence de publication: 2014184374/25.

(140207848) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 novembre 2014.

NCPPharm S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 18, rue Robert Stümper.
R.C.S. Luxembourg B 158.931.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014184389/9.

(140207678) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 novembre 2014.

Naya Web Agency S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1319 Luxembourg, 9, rue Cents.
R.C.S. Luxembourg B 178.260.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Windhof, le 21/11/2014.

Référence de publication: 2014184388/10.

(140207459) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 novembre 2014.

Murano Private S.A. SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2661 Luxembourg, 42, rue de la Vallée.
R.C.S. Luxembourg B 163.077.

Par décision du Conseil d'administration du 20 novembre 2014:

KOFFOUR S.A., société anonyme, R.C.S. Luxembourg B-86086, 42 rue de la Vallée, L - 2661 Luxembourg, a désigné comme représentant permanent chargé de l'exécution de cette mission au nom et pour son compte au conseil d'administration de la société MURANO PRIVATE S.A. SPF.; Monsieur Eric BREUILLE, 42 rue de la Vallée, L - 2661 Luxembourg, en remplacement de Monsieur Guy Baumann, démissionnaire.

Luxembourg, le 21 novembre 2014.

Pour: MURANO PRIVATE S.A. SPF

Société anonyme

Experta Luxembourg

Société anonyme

Référence de publication: 2014184376/17.

(140207650) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 novembre 2014.

White Code S.A., Société Anonyme.

Capital social: EUR 31.000,00.

Siège social: L-2341 Luxembourg, 1, rue du Plébiscite.
R.C.S. Luxembourg B 147.018.

Extrait de l'Assemblée Générale Ordinaire tenue en date du 14 novembre 2014

Révocation d'un administrateur

L'assemblée générale décide de révoquer avec effet immédiat, l'actuel administrateur, Monsieur Dominique DELABY

Nomination d'un nouvel administrateur

- Monsieur Yvon HELL

Né le 30 juin 1957 à Strasbourg (Luxembourg)

Demeurant professionnellement à L-1930 Luxembourg, 16a, avenue de la Liberté

Le mandat de l'administrateur ainsi nommé prendra fin à l'issue de l'assemblée générale ordinaire qui se tiendra en l'an 2019.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014184586/18.

(140207889) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 novembre 2014.

Sunfin International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 40, boulevard Joseph II.
R.C.S. Luxembourg B 42.424.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

COMPAGNIE FINANCIERE DE GESTION LUXEMBOURG S.A.
Boulevard Joseph II
L-1840 Luxembourg
Signature

Référence de publication: 2014184533/13.

(140207792) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 novembre 2014.

Venglo Holding S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.
R.C.S. Luxembourg B 83.632.

Extrait des résolutions prises par le conseil d'administration en date du 27 octobre 2014

Monsieur Luc HANSEN ayant démissionné de son mandat d'administrateur, les administrateurs décident de nommer Monsieur Reno Maurizio TONELLI, "licencié en sciences politiques", demeurant professionnellement au 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg comme nouvel administrateur pour le remplacer.

Monsieur Reno Maurizio TONELLI, terminera le mandat de Monsieur Luc HANSEN qui prendra fin lors de la prochaine assemblée générale des actionnaires.

Luxembourg, le 19 novembre 2014.
Pour extrait

Référence de publication: 2014184569/15.

(140207203) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 novembre 2014.

W.B.C. S.A., Windhof Business Center S.A., Société Anonyme.

Capital social: EUR 2.040.000,00.

Siège social: L-8399 Windhof, Zone Industrielle.
R.C.S. Luxembourg B 87.423.

Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale ordinaire qui s'est tenue le 17/11/2014 à 14.00 au siège social de la société

Les actionnaires décident de renouveler les mandats des administrateurs:

- reconduire Robert SCHINTGEN, industriel, né le 24.10.1947 à Luxembourg et demeurant à 7217 BERELDANGE rue de Bridel 113, comme administrateur de catégorie A
- reconduire Géraldine SCHINTGEN, attachée de direction, née le 11.08.1978 à Luxembourg et demeurant à 7217 BERELDANGE rue de Bridel 113 A, comme administrateur de catégorie B
- reconduire Léa BEISSEL à Luxembourg, employée privée, née le 27.03.1964 et demeurant à 7217 BERELDANGE rue de Bridel 113, comme administrateur de catégorie B,

Le mandat des administrateurs ainsi nommés prendra fin à l'issue de l'assemblée générale de 2020.

Les actionnaires décident de déléguer la gestion journalière des affaires à un gérant et nomment avec effet immédiat comme gérant de la société:

Amelie Jurin, née à Metz ville le 16.4.1975 et demeurant à professionnellement L-8399 Windhof, 4 rue d'Arlon

Dans le département administratif, la signature unique du gérant engagera valablement la société. Ce mandat prendra fin à l'issue de l'assemblée générale de 2016.

Fait à WINDHOF, le 17/11/2014.
Certifié sincère et conforme
Signature
Un mandataire

Référence de publication: 2014184587/26.

(140207114) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 novembre 2014.

Stellux S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2522 Luxembourg, 6, rue Guillaume Schneider.
R.C.S. Luxembourg B 137.819.

Les comptes annuels au 30 septembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 21 novembre 2014.

Référence de publication: 2014184529/10.

(140207211) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 novembre 2014.

Your Solution S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9158 Heiderscheid, 6C, Am Clemensbongert.
R.C.S. Luxembourg B 179.864.

Extrait du procès-verbal de la réunion des associés de «Your Solution S.à r.l.» du 18 novembre 2014 à Heiderscheid

Les associés ont accepté à l'unanimité la démission de Madame Eve PETERS de son poste de gérant avec effet à ce jour.

Il n'est pas décidé de pourvoir à son remplacement. Ainsi, le nombre des gérants passe de 2 à un membre.

Pour extrait sincère et conforme

Les associés

Référence de publication: 2014184593/13.

(140207352) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 novembre 2014.

Terra Nobilis S.A., Société Anonyme Soparfi.

Capital social: EUR 31.000,00.

Siège social: L-2555 Luxembourg, 14, rue de Strassen.
R.C.S. Luxembourg B 148.000.

Il résulte des résolutions du conseil d'administration de Terra Nobilis S.A. prises le 14 août 2014 que le siège de la Société est établi au 14 rue de Strassen à 2555 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 25 septembre 2014.

Rutsaert Legal

14 rue de Strassen

L-2555 Luxembourg

Un mandataire

Référence de publication: 2014184548/15.

(140207510) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 novembre 2014.

Tuvalu International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2661 Luxembourg, 42, rue de la Vallée.
R.C.S. Luxembourg B 155.642.

Par décision du Conseil d'Administration en date du 17 novembre 2014, Monsieur Jean-Marie BETTINGER, né le 14 mars 1973 à Saint-Avoid (France), et domicilié professionnellement au 42, rue de la Vallée, L-2661 Luxembourg, a été coopté au poste d'Administrateur en remplacement de Madame Roselyne CANDIDO MICHEL, Administrateur démissionnaire. Son mandat s'achèvera à l'issue de l'assemblée générale annuelle de 2016.

Luxembourg, le 20/11/2014.

Pour: TUVALLU INTERNATIONAL S.A.

Société anonyme

Experta Luxembourg

Société anonyme

Référence de publication: 2014184555/16.

(140207163) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 novembre 2014.

Toote, Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2522 Luxembourg, 6, rue Guillaume Schneider.
R.C.S. Luxembourg B 161.678.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 18 novembre 2014.

Référence de publication: 2014184552/10.

(140207106) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 novembre 2014.

Sofinas S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-4761 Pétange, 59, route de Luxembourg.
R.C.S. Luxembourg B 20.511.

Le Bilan abrégé et les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Pétange, le 21 novembre 2014.

Référence de publication: 2014184518/11.

(140207613) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 novembre 2014.

White Code S.A., Société Anonyme.**Capital social: EUR 31.000,00.**

Siège social: L-2341 Luxembourg, 1, rue du Plébiscite.
R.C.S. Luxembourg B 147.018.

Extrait des résolutions du Conseil d'Administration prises en date du 21 novembre 2014

Le conseil d'administration décide de nommer aux fonctions de dépositaire:

SOCIETE DE GESTION FIDUCIAIRE S.à.R.L.

16a, avenue de la Liberté

L-1930 Luxembourg

RCS Luxembourg B44531

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014184585/15.

(140207888) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 novembre 2014.

Wit Invest S.A., Société Anonyme.

R.C.S. Luxembourg B 133.508.

LIQUIDATION JUDICIAIRE

Par jugement rendu en date du 20 novembre 2014, le Tribunal d'Arrondissement de et à Luxembourg, siégeant en matière commerciale, a ordonné en vertu de l'article 203 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, la dissolution et la liquidation de la société suivante:

- WT INVESH S.A. avec siège social à L-1118 Luxembourg - 5, rue Aldringen, dénoncé en date du 25 juin 2009,

Le même jugement a nommé juge-commissaire Madame Anita LECUIT, juge, et liquidateur Maître Stéphanie GUERISSE, avocat, demeurant à Luxembourg.

Il ordonne aux créanciers de faire la déclaration de leurs créances avant le 11 décembre 2014 au greffe de la sixième chambre de ce Tribunal.

Pour extrait conforme

Stéphanie GUERISSE

Le liquidateur

Référence de publication: 2014184588/18.

(140206669) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 novembre 2014.

Texas Instruments International Management Company S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 175.440.685,00.

Siège social: L-2220 Luxembourg, 560A, rue de Neudorf.
R.C.S. Luxembourg B 134.917.

Le bilan au 31 décembre 2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 20 novembre 2014.

Signature.

Référence de publication: 2014184542/10.

(140207118) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 novembre 2014.

Vistra IP Rights S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 83.554,00.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.
R.C.S. Luxembourg B 148.864.

L'adresse professionnelle de M. Ivo Hemelraad, gérant de la Société, est désormais à Talstrasse 83, CH-8001 Zürich.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 21 novembre 2014.

Référence de publication: 2014184565/11.

(140207562) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 novembre 2014.

aPRIVA S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5365 Munsbach, 1C, rue Gabriel Lippmann.
R.C.S. Luxembourg B 165.644.

Die Bilanz zum 31. Dezember 2013 und die Gewinn- und Verlustrechnung für das am 31. Dezember 2013 abgelaufene Geschäftsjahr wurden beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, den 21. November 2014.

Für aPRIVA S.à r.l.

Ein Beauftragter

Référence de publication: 2014184610/13.

(140208453) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 novembre 2014.

1492i Investments & Co S.C.A., Société en Commandite par Actions.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 164.398.

EXTRAIT

Il résulte des résolutions prises lors de l'assemblée générale des actionnaires de la Société en date du 5 novembre 2014 que les mandats des membres du conseil de surveillance ont été renouvelés jusqu'à l'assemblée générale des actionnaires statuant sur les comptes annuels au 31.12.2014 qui se tiendra en 2015:

- Séverine Lambert, ayant son adresse professionnelle au 412F, route d'Esch, L-2086 Luxembourg;
- Jaime NAVARRO ESTEVA, ayant son adresse professionnelle au 96, C/ Josep Umbert, E-08402 Granollers (Barcelone), Espagne;
- Gerardo ROCA PUJOL, ayant son adresse professionnelle au 5, Plaza de la Corona, E-08401 Granollers (Barcelone), Espagne.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 20 novembre 2014.

Pour la Société

Un mandataire

Référence de publication: 2014184596/20.

(140207821) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 novembre 2014.

Allianz Infrastructure Luxembourg I S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2450 Luxembourg, 14, F.D. Roosevelt.

R.C.S. Luxembourg B 157.276.

In the year two thousand fourteen, on the thirtieth of October.

Before the undersigned, Maître Marc Loesch, notary residing in Mondorf-les-Bains, Grand Duchy of Luxembourg,

THERE APPEARED

Allianz Infrastructure Luxembourg Holdco I S.A., a public limited liability company (société anonyme) incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, with registered office at 14, boulevard F. D. Roosevelt, L-2450 Luxembourg and registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 164.966,

duly here represented by Mr Frank Stolz-Page, with professional address in Mondorf-les-Bains,

by virtue of a proxy under private seal with power of substitution given on 29 October 2014, which will remain attached to the present deed to be registered therewith;

Allianz Infrastructure Luxembourg Holdco II S.A., a public limited liability company (société anonyme) incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, with registered office at 14, boulevard F. D. Roosevelt, L-2450 Luxembourg and registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 165.370,

duly here represented by Mr Frank Stolz-Page, with professional address in Mondorf-les-Bains,

by virtue of a proxy under private seal with power of substitution given on 29 October 2014, which will remain attached to the present deed to be registered therewith;

Allianz France Richelieu I S.A.S, a simplified joint-stock company (société par actions simplifiée) incorporated under the laws of France, with registered office at 87, rue de Richelieu, F-75002 Paris and registered with the Paris Commercial Register (RCS Paris) under number 403 213 390,

duly here represented by Mr Frank Stolz-Page, with professional address in Mondorf-les-Bains,

by virtue of a proxy under private seal with power of substitution given on 29 October 2014, which will remain attached to the present deed to be registered therewith.

and

Investitori SGR S.p.A. a company incorporated under Italian law, having its registered office in 23, Corso Italia, I-20122 Milan, Italy and its operational office in Piazza Ercolea, 15, I- 20122 Milan and acting as Management Company for the Fondo Chiuso Allianz Infrastructure Partners I (Allianz Infrastructure Partners I),

duly here represented by Mr Frank Stolz-Page, with professional address in Mondorf-les-Bains,

by virtue of a proxy under private seal with power of substitution given on 29 October 2014, which will remain attached to the present deed to be registered therewith;

Such appearing parties are the shareholders (the "Shareholders") of Allianz Infrastructure Luxembourg I S.à r.l. (the "Company"), a société à responsabilité limitée, governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 14, boulevard F. D. Roosevelt, L-2450 Luxembourg, registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 157.276, incorporated pursuant to a notarial deed dated 26 November 2010, whose articles of incorporation (the "Articles") have been published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (the "Mémorial C") number 179, on 28 January 2011.

The Articles of the Company were amended for the last time on 7 February 2014 pursuant to a deed of the undersigned notary, published in the Mémorial C, number 1076, on 28 avril 2014.

The appearing parties, represented as stated above, representing the whole corporate capital, require the notary to enact their resolutions as follows:

First resolution

The Shareholders decide to increase the issued share capital of the Company by an amount of EUR 432,132,505.08 (four hundred thirty-two million one hundred thirty-two thousand five hundred five euro and eight cent) so as to raise it from its present amount of EUR 681,367,564.62 (six hundred eighty one million three hundred sixty-seven thousand five hundred sixty-four euro and sixty-two cent) up to the amount of EUR 1,113,500,069.70 (one billion one hundred thirteen million five hundred thousand sixty-nine euro and seventy cents), by creating and issuing 43,213,250,508 (forty-three billion two hundred thirteen million two hundred fifty thousand five hundred eight) shares (the "New Shares"), with a nominal value of one cent (EUR 0.01) each, and being issued on the same terms and conditions as the existing shares of the Company.

Subscription and payment

The New Shares are subscribed and fully paid up by:

- Allianz Infrastructure Luxembourg Holdco I S.A., aforementioned, represented as stated above, declares to subscribe for 31,288,371,211 (thirty-one billion two hundred eighty-eight million three hundred seventy-one thousand two hundred

eleven) new shares, and to fully pay them up by a contribution in cash in a total amount of EUR 312,883,712.11 (three hundred twelve million eight hundred eighty-three thousand seven hundred twelve euro and eleven cent) which is entirely allocated to the share capital of the Company.

- Allianz Infrastructure Luxembourg Holdco II S.A., aforementioned, represented as stated above, declares to subscribe 6,532,677,230 (six billion five hundred thirty-two million six hundred seventy-seven thousand two hundred and thirty) new shares, and to fully pay them up by a contribution in cash in a total amount of EUR 65,326,772.30 (sixty-five million three hundred twenty-six thousand seven hundred seventy-two euro and thirty cent) which is entirely allocated to the share capital of the Company.

- Allianz France Richelieu I S.A.S., aforementioned, represented as stated above, declares to subscribe for 2,257,190,825 (two billion two hundred fifty-seven million one hundred ninety thousand eight hundred twenty-five) new shares, and to fully pay them up by a contribution in cash in a total amount of EUR 22,571,908.25 (twenty-two million five hundred seventy-one thousand nine hundred eight euro and twenty-five cent) which is entirely allocated to the share capital of the Company.

- Allianz Infrastructure Partners I, aforementioned, represented as stated above, declares to subscribe for 3,135,011,242 (three billion one hundred thirty-five million eleven thousand two hundred forty-two) new shares, and to fully pay them up by a contribution in cash in a total amount of EUR 31,350,112.42 (thirty-one million three hundred fifty-thousand one hundred twelve euro and forty-two cent) which is entirely allocated to the share capital of the Company.

The aggregate amount of EUR 432,132,505.08 (four hundred thirty-two million one hundred thirty-two thousand five hundred five euro and eight cent) is as of now at the free disposal of the Company, as it has been proved to the undersigned notary who expressly acknowledges it.

Second resolution

As a consequence of the above resolution, the Shareholders decide to amend article 5 of the articles of incorporation, in order to reflect the above capital increase, so that henceforth it shall read as follows:

" **Art. 5.** The Company's share capital is fixed at EUR 1,113,500,069.70 (one billion one hundred thirteen million five hundred thousand sixty-nine euro and seventy cent), represented by 111,350,006,970 (one hundred eleven billion three hundred fifty million six thousand nine hundred seventy) shares having a nominal value of EUR 0.01 (one cent) per share each."

Declaration and costs

The costs, expenses, remuneration or charges of any form whatsoever incumbent to the Company and charged to it by reason of the present deed are assessed to EUR 7,000 (seven thousand euro).

Whereof, the present deed is drawn up in Mondorf-les-Bains, at the office of the undersigned notary, on the day stated at the beginning of this document.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that the present deed is worded in English, followed by a German version. On request of the proxyholder of the appearing parties and in case of divergences between the English and the German texts, the German version will prevail.

The document having been read to the proxyholder of the appearing parties, known to the notary by his name, first name, civil status and residence, the proxyholder of the appearing parties signed together with the notary the present deed.

Es folgt die deutsche Übersetzung:

Im Jahre zweitausendundvierzehn, am dreissigsten Oktober.

Vor dem unterzeichnenden Notar, Maître Marc Loesch, mit Amtssitz in Bad-Mondorf, Großherzogtum Luxemburg,

SIND ERSCHIENEN

Allianz Infrastructure Luxembourg Holdco I S.A., eine Aktiengesellschaft gegründet nach dem Recht des Großherzogtums Luxemburg, mit Gesellschaftssitz in 14, boulevard F. D. Roosevelt, L-2450 Luxemburg, eingetragen im Luxemburger Handels- und Gesellschaftsregister unter der Nummer B 164.966;

rechtmäßig hier vertreten durch Herrn Frank Stolz-Page, mit Geschäftsadresse in Bad-Mondorf,

aufgrund einer privatschriftlichen Vollmacht mit Untervollmacht ausgestellt am 29. Oktober 2014, welche nach ne varietur paraphierung gegenwärtiger Urkunde beigebogen bleibt um mit dergleichen einregistriert zu werden;

Allianz Infrastructure Luxembourg Holdco II S.A., eine Aktiengesellschaft gegründet nach dem Recht des Großherzogtums Luxemburg, mit Gesellschaftssitz in 14, boulevard F. D. Roosevelt, L-2450 Luxemburg, eingetragen im Luxemburger Handels- und Gesellschaftsregister unter der Nummer B 165.370;

rechtmäßig hier vertreten durch Herrn Frank Stolz-Page, mit Geschäftsadresse in Bad-Mondorf,

aufgrund einer privatschriftlichen Vollmacht mit Untervollmacht ausgestellt am 29. Oktober 2014, welche nach ne varietur paraphierung gegenwärtiger Urkunde beigebogen bleibt um mit dergleichen einregistriert zu werden;

Allianz France Richelieu I S.A.S, eine vereinfachte Aktiengesellschaft gegründet nach französischem Recht, mit Gesellschaftssitz in 87, rue de Richelieu, F-75002 Paris, eingetragen im Pariser Handels- und Gesellschaftsregister unter der Nummer 403 213 390;

rechtmäßig hier vertreten durch Herrn Frank Stolz-Page, mit Geschäftsadresse in Bad-Mondorf, aufgrund einer privatschriftlichen Vollmacht mit Untervollmacht ausgestellt am 29. Oktober 2014, welche nach ne varietur paraphierung gegenwärtiger Urkunde begebogen bleibt um mit dergleichen einregistriert zu werden; und

Investitori SGR S.p.A., eine Gesellschaft gegründet nach italienischem Recht, mit Gesellschaftssitz in 23, Corso Italia, I-20122 Mailand, und Geschäftsanschrift unter Piazza Ercolea, 15, I- 20122 Mailand, und als Verwaltungsgesellschaft für Fondo Chiuso Allianz Infrastructure Partners I (Allianz Infrastructure Partners I) handelnd;

rechtmäßig hier vertreten durch Herrn Frank Stolz-Page, mit Geschäftsadresse in Bad-Mondorf, aufgrund einer privatschriftlichen Vollmacht mit Untervollmacht ausgestellt am 29. Oktober 2014, welche nach ne varietur paraphierung gegenwärtiger Urkunde begebogen bleibt um mit dergleichen einregistriert zu werden.

Die Erschienenen sind die Gesellschafter (die "Gesellschafter") von Allianz Infrastructure Luxembourg I S.à r.l. (die "Gesellschaft") einer société à responsabilité limitée mit Gesellschaftssitz in 14, boulevard F. D. Roosevelt, L-2450 Luxembourg, eingetragen im Luxemburger Handels- und Gesellschaftsregister unter der Nummer B 157.276, die gemäß einer notariellen Urkunde vom 26. November 2010 gegründet und deren Satzung (die "Satzung") am 28. Januar 2011 im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (das "Mémorial") unter Nummer 179 veröffentlicht wurde.

Die Satzung der Gesellschaft wurde zuletzt abgeändert durch notarielle Urkunde vom 7. Februar 2014 und am 28. April 2014 im Mémorial unter Nummer 1076 veröffentlicht.

Die Erschienenen, vertreten wie vorgenannt, welche sämtliche Anteile am Gesellschaftskapital halten, ersuchen den Notar, ihr Beschlüsse wie folgt zu beurkunden:

Erster Beschluss

Die Gesellschafter beschließen, das Gesellschaftskapital um einen Betrag von EUR 432.132.505,08 (vierhundertzweiunddreissig Millionen einhundertzweiunddreissigtausend fünfhundertfünf Euro und acht Cents) von derzeit EUR 681.367.564,62,- (sechshunderteinundachtzig Millionen dreihundertsiebenundsechzigtausend fünfhundertvierundsechzig Euro und zweiundsechzig Cents) auf EUR 1.113.500.069,70 (eine Milliarde einhundertdreizehn Millionen fünfhunderttausend neunundsechzig Euro und siebenzig Cents), durch die Bildung und Ausgabe von 43.213.250.508 (dreiundvierzig Milliarden zweihundertdreizehn Millionen zweihundertfünfzigtausend fünfhundertacht) Anteilen (die "Neuen Anteile") mit einem Nennwert von einem Cent (EUR 0,01) pro Anteil, welche mit den gleichen Rechten und Pflichten ausgestattet sind.

Zeichnung und Einzahlung

Die neuen Anteile werden gezeichnet und wie folgt eingezahlt:

- Allianz Infrastructure Luxembourg Holdco I S.A., vorgenannt, vertreten wie vorgenannt, erklärt 31.288.371.211 (einhundertdreissig Milliarden zweihundertachtundachtzig Millionen dreihunderteinundsiebzigtausend zweihundertelf) neue Anteile zu zeichnen, vollständig einbezahlt durch eine Bareinlage bestehend aus einem Betrag von EUR 312.883.712,11 (dreihundertzwölf Millionen achthundertdreieinundachtzigtausend siebenhundertzwölf Euro und elf Cent), gänzlich ins Gesellschaftskapital eingezahlt.

- Allianz Infrastructure Luxembourg Holdco II S.A., vorgenannt, vertreten wie vorgenannt, erklärt 6.532.677.230 (sechs Milliarden fünfhundertzweiunddreissig Millionen sechshundertsiebenundsiebzigtausend zweihundertdreissig) neue Anteile zu zeichnen, vollständig einbezahlt durch eine Bareinlage bestehend aus einem Betrag von EUR 65.326.772,30 (fünfundsechzig Millionen dreihundertsechszwanzigtausend siebenhundertzweiundsiebzig Euro und dreissig Cent), gänzlich ins Gesellschaftskapital eingezahlt.

- Allianz France Richelieu I S.A.S, vorgenannt, vertreten wie vorgenannt, erklärt 2.257.190.825 (zwei Milliarden zweihundertsiebenundfünfzig Millionen einhundertneunzigtausend achthundertfünfundzwanzig) neue Anteile zu zeichnen, vollständig einbezahlt durch eine Bareinlage bestehend aus einem Betrag von EUR 22.571.908,25 (zweiundzwanzig Millionen einhundertdreieinundsiebzigtausend neunhundertacht Euro und fünfundzwanzig Cent), gänzlich ins Gesellschaftskapital eingezahlt.

- Allianz Infrastructure Partners I, vorgenannt, vertreten wie vorgenannt, erklärt 3.135.011.242 (drei Milliarden einhundertfünfunddreissig Millionen elftausend zweihundertzweiundvierzig) neue Anteile zu zeichnen, vollständig einbezahlt durch eine Bareinlage bestehend aus einem Betrag von EUR 31.350.112,42 (einunddreissig Millionen dreihundertfünfzigtausend einhundertzwölf Euro und zweiundvierzig Cents), gänzlich ins Gesellschaftskapital eingezahlt.

Der Gesamtbetrag von EUR 432.132.505,08 (vierhundertzweiunddreissig Millionen einhundertzweiunddreissigtausend fünfhundertfünf Euro und acht Cents) steht der Gesellschaft von nun an zur freien Verfügung wie dies dem unterzeichnenden Notar bescheinigt wurde, welcher dies ausdrücklich bestätigt.

Zweiter Beschluss

Als Folge des oben genannten Beschlusses, beschließen die Gesellschafter, den Artikel 5 der Satzung der Gesellschaft abzuändern, um der Kapitalerhöhung Rechnung zu tragen, und ihm fortan folgenden Wortlaut zu geben:

" **Art. 5.** Das Gesellschaftskapital beträgt EUR 1.113.500.069,70 (eine Milliarde einhundertdreizehn Millionen fünfhunderttausend neunundsechzig Euro und siebenzig Cents), bestehend aus 111.350.006.970 (einhundertelf Milliarden dreihundertfünfzig Millionen sechstausend neunhundsiebzig) Anteilen mit einem Nennwert von je EUR 0,01 (einem Cent) pro Anteil."

Erklärung und kosten

Jegliche Ausgaben, Kosten, Vergütungen oder sonstigen Ausgaben gleich welcher Art, die die Gesellschaft aufgrund dieser notariellen Urkunde zu tragen hat, werden auf ungefähr EUR 7.000 (siebentausend Euro) geschätzt.

Worüber Urkunde, Aufgenommen in Bad-Mondorf, in der Amsstube des unterzeichnenden Notars, am Datum wie eingangs erwähnt.

Der unterzeichnende Notar, der die englische Sprache spricht und versteht, erklärt hiermit, dass die vorliegende Urkunde in Englisch erstellt wurde, gefolgt von einer deutschen Fassung. Auf Ersuchen des Bevollmächtigten der Erschienenen, und im Fall von Divergenzen zwischen dem englischen und dem deutschen Text, soll die deutsche Fassung Vorrang haben.

Nachdem das Dokument dem Bevollmächtigten der Erschienenen, welcher dem Notar mit Namen, Vornamen, Familienstand und Wohnort bekannt ist, vorgelesen worden war, unterzeichnete der Bevollmächtigte der Erschienenen gemeinsam mit dem Notar die vorliegende Urkunde.

Signé: F. Stolz-Page, M. Loesch.

Enregistré à Remich, le 3 novembre 2014. REM/2014/2386. Reçu soixante-quinze euros. 75,00 €.

Le Receveur (signé): P. MOLLING.

Pour expédition conforme,

Mondorf-les-Bains, le 17 novembre 2014.

Référence de publication: 2014177315/190.

(140203529) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 novembre 2014.

Europe Capital Partners S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2320 Luxembourg, 68-70, boulevard de la Pétrusse.

R.C.S. Luxembourg B 35.548.

In the year two thousand and fourteen, on the sixth day of October.

Before Us Maître Henri HELLINCKX, notary, residing in Luxembourg.

Was held

an Extraordinary General Meeting of the Shareholders of "EUROPE CAPITAL PARTNERS S.A., having its registered office in L-2320 Luxembourg, 68-70, boulevard de la Pétrusse, incorporated by deed of Maître Camille Hellinckx, then notary residing in Luxembourg, on December 12, 1990, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (the "Mémorial") number 21 of January 24, 1991, the Articles of which have been amended for the last time pursuant to a deed of the undersigned notary, on 9 July 2014 published in the Mémorial number 2618 of September 26, 2014.

The meeting is presided over by Mr. Régis Galiotto, employee, professionally residing in Luxembourg.

The chairman appoints as secretary Mrs Solange Wolter-Schieres, employee, professionally residing in Luxembourg.

The meeting elects as scrutineer Mr. Vincent Goy, company director, professionally residing in Luxembourg.

The chairman declares and requests the notary to record:

I.- That the shareholders present or represented and the number of their shares are shown on an attendance list, signed by the chairman, the secretary, the scrutineer and the undersigned notary. The said list as well as the proxies will be annexed to this document to be filed with the registration authorities.

II.- As it appears from the attendance list, all the two hundred thousand (200,000) shares representing the entire share capital are represented at the present extraordinary general meeting, so that the meeting is regularly constituted and can validly decide on all the items of the agenda of which the shareholders declare having had full prior knowledge.

III.- That the agenda of the extraordinary general meeting is the following:

1.- Conversion of the two hundred thousand (200,000) existing shares into two hundred thousand (200,000) Class A shares having a par value of two Euro (EUR 2.00) each.

2.- Increase of the share capital by an amount of one million two hundred and ninety thousand Euro (EUR 1,290,000.00) so as to raise it from its present amount of four hundred thousand Euro (EUR 400,000.00) up to one million six hundred and ninety thousand Euro (EUR 1,690,000.00) by creation and issue of six hundred and forty-five thousand (645,000) new Class B shares having a par value of two Euro (EUR 2.00) each.

3.- Renunciation of the existing shareholders as far as necessary to their preferential subscription right and subscription to the new shares by Quales Ltd, an international business company incorporated under the laws of the British

Virgin Islands, registered under company number 492565 and having its registered office at Pasea Estate, Road Town, Tortola, VG 1110, British Virgin Islands, and payment for such new shares by contribution in cash.

4.- Consequent amendment of article five of the Articles of Incorporation concerning the corporate capital.

After the foregoing has been approved by the Meeting, the same unanimously took the following resolutions:

First resolution:

The meeting decides to convert the two hundred thousand (200,000) existing shares into two hundred thousand (200,000) Class A shares having a par value of two Euro (EUR 2.00) each.

Second resolution

The meeting decides to increase the corporate capital by an amount of one million two hundred and ninety thousand Euro (EUR 1,290,000.00) so as to raise it from its present amount of four hundred thousand Euro (EUR 400,000.00) up to one million six hundred and ninety thousand Euro (EUR 1,690,000.00) by creation and issue of six hundred and forty-five thousand (645,000) new Class B shares having a par value of two Euro (EUR 2.00) each.

Third resolution

The meeting after having stated that the existing shareholders waived as far as necessary their preferential subscription rights, decides to admit to the subscription to all the six hundred and forty-five thousand (645,000) new Class B shares having a par value of two Euro (EUR 2.00) each the company Quales Ltd, an international business company incorporated under the laws of the British Virgin Islands, registered under company number 49256 and having its registered office at Pasea Estate, Road Town, Tortola, VG 1110, British Virgin Islands.

Subscription, Payment

Then appears:

Quales Ltd, an international business company incorporated under the laws of the British Virgin Islands, registered under company number 49256 and having its registered office at Pasea Estate, Road Town, Tortola, VG 1110, British Virgin Islands,

here represented by its director Mr. Vincent GOY, company director, professionally residing in Luxembourg,

who declares to subscribe all the six hundred and forty-five thousand (645,000) new Class B shares and to fully pay them up in cash, so that the amount of one million two hundred ninety thousand Euro (EUR 1,290,000.00) is as now available to the Company, as has been proved to the undersigned notary, who expressly acknowledges it.

Fourth resolution

The meeting decides to amend Article 5 of the Articles of Incorporation so as to henceforth read as follows:

Art. 5. Corporate Capital. The corporate capital is fixed at one million six hundred and ninety thousand Euro (EUR 1,690,000.00) divided into two hundred thousand (200,000) Class A shares and six hundred and forty-five thousand (645,000) Class B shares having a par value of two Euro (EUR 2.00) each."

Expenses

The expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever, which shall be borne by the company as a result of the present deed, are estimated at approximately EUR 3,200.00.

There being no further business on the Agenda, the Meeting was thereupon closed.

The undersigned notary who understands and speaks English states herewith that on request of the above appearing persons, the present deed is worded in English followed by a French version. On request of the same appearing persons and in case of divergences between the English and the French text, the English version will prevail.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the persons appearing, all of whom are known to the notary by their surnames, Christian names, civil status and residences, the members of the bureau signed together with Us, the notary, the present original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille quatorze, le six octobre.

Par-devant Maître Henri HELLINCKX, notaire de résidence à Luxembourg.

S'est réunie

l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires de la société anonyme "EUROPE CAPITAL PARTNERS S.A.", ayant son siège social à L-2320 Luxembourg, 68-70, boulevard de la Pétrusse, constituée suivant acte reçu par Maître Camille Hellinckx, alors notaire de résidence à Luxembourg, en date du 12 décembre 1990, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (le «Mémorial»), numéro 21 du 24 janvier 1991, et dont les statuts ont été modifiés en

dernier lieu suivant acte reçu par le notaire instrumentant, en date du 9 juillet 2014, publié au Mémorial numéro 2618 du 26 septembre 2014.

L'Assemblée est présidée par Monsieur Régis Galiotto, employé, demeurant professionnellement à Luxembourg.

Le président désigne comme secrétaire Madame Solange Wolter-Schieres, employée, demeurant professionnellement à Luxembourg.

L'Assemblée choisit comme scrutateur Monsieur Vincent Goy, administrateur de sociétés, demeurant professionnellement à Luxembourg.

Le président déclare et prie le notaire d'acter que:

I.- Les actionnaires présents ou représentés et le nombre d'actions qu'ils détiennent sont renseignés sur une liste de présence, signée par le président, le secrétaire, le scrutateur et le notaire instrumentant. La dite liste de présence ainsi que les procurations resteront annexée au présent acte pour être soumis avec lui aux formalités de l'enregistrement.

II.- Il ressort de la liste de présence que toutes les deux cent mille (200.000) actions, représentant l'intégralité du capital social sont représentées à la présente assemblée générale extraordinaire, de sorte que l'assemblée peut décider valablement sur tous les points portés à l'ordre du jour, dont les actionnaires ont été préalablement informés.

III.- Que l'ordre du jour de la présente Assemblée est le suivant:

1.- Conversion des deux cent mille (200.000) actions existantes en deux cent mille (200.000) actions de Catégorie A ayant une valeur nominale de deux Euros (EUR 2,00) chacune.

2.- Augmentation du capital social à concurrence de un million deux cent quatre-vingt-dix mille Euros (EUR 1.290.000,00) pour le porter de son montant actuel de quatre cent mille Euros (EUR 400.000,00) à un million six cent quatre-vingt-dix mille Euros (EUR 1.690.000,00), par la création et l'émission de six cent quarante-cinq mille (645.000) actions de Catégorie B nouvelles ayant une valeur nominale de deux Euros (EUR 2,00) chacune.

3.- Renonciation des actionnaires existants à leur droit de souscription préférentiel pour autant que de besoin, souscription et libération en espèces des nouvelles actions par Quales Ltd, une «international business company» constituée sous les lois des Iles Vierges Britanniques, enregistrée sous le numéro de sociétés 492565 et ayant son siège social à Pasea Estate, Road Town, Tortola, VG 1110, Iles Vierges Britanniques.

4.- Modification subséquente de l'article 5 des Statuts.

Ces faits exposés et reconnus exacts par l'Assemblée, cette dernière a pris à l'unanimité des voix les résolutions suivantes:

Première résolution:

L'assemblée décide de convertir les deux cent mille (200.000) actions existantes en deux cent mille (200.000) actions de Catégorie A ayant une valeur nominale de deux Euros (EUR 2,00) chacune.

Deuxième résolution

L'assemblée décide d'augmenter le capital social à concurrence de un million deux cent quatre-vingt-dix mille Euros (EUR 1.290.000,00) pour le porter de son montant actuel de quatre cent mille Euros (EUR 400.000,00) à un million six cent quatre-vingt-dix mille Euros (EUR 1.690.000,00), par la création et l'émission de six cent quarante-cinq mille (645.000) actions de Catégorie B nouvelles ayant une valeur nominale de deux Euros (EUR 2,00) chacune.

Troisième résolution

L'assemblée, après avoir constaté que les actionnaires existants ont renoncé pour autant que de besoin à leur droit de souscription préférentiel, décide d'admettre à la souscription de toutes les six cent quarante-cinq mille (645.000) actions de Catégorie B nouvelles ayant une valeur nominale de deux Euros (EUR 2,00) chacune la société Quales Ltd, une «international business company» constituée sous les lois des Iles Vierges Britanniques, enregistrée sous le numéro de sociétés 492565 et ayant son siège social à Pasea Estate, Road Town, Tortola, VG 1110, British Virgin Islands.

Souscription, Libération

Ensuite:

Qualés Ltd, une «international business company» constituée sous les lois des Iles Vierges Britanniques, enregistrée sous le numéro de sociétés 492565 et ayant son siège social à Pasea Estate, Road Town, Tortola, VG 1110, Iles Vierges Britanniques.,

ici représentée par son administrateur Monsieur Vincent GOY, administrateur de sociétés, demeurant professionnellement à Luxembourg.

déclare souscrire toutes les six cent quarante-cinq mille (645.000) actions de Catégorie B nouvelles et les libérer par versement en espèces, de sorte que la somme de un million deux cent quatre-vingt-dix mille Euros (EUR 1.290.000,00) est désormais à la libre disposition de la société, ainsi qu'il en est justifié au notaire soussigné, qui le constate expressément.

Quatrième résolution

L'assemblée décide de modifier l'article 5 des Statuts pour lui donner désormais la teneur suivante:

« **Art. 5. Capital social.** Le capital social est fixé à un million six cent quatre-vingt-dix mille Euros (EUR 1.690.000,00), représenté par deux cent mille (200.000) actions de Catégorie A et six cent quarante-cinq mille (645.000) actions de Catégorie B, ayant une valeur nominale de deux Euros (EUR 2,00) chacune.»

Frais

Les frais, dépenses, rémunérations et charges sous quelque forme que ce soit, incombant à la société et mis à sa charge en raison des présentes, sont évalués sans nul préjudice à la somme de EUR 3.200,00.

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour, la séance est levée.

A la demande des comparants le notaire, qui parle et comprend l'anglais, a établi le présent acte en anglais suivi d'une version française. Sur demande des comparants, et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fait foi.

Dont Acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite aux comparants, tous connus du notaire par leurs noms, prénoms usuels, états et demeures, les membres du bureau ont tous signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: R. GALIOTTO, S. WOLTER-SCHIERES, V. GOY et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 15 octobre 2014. Relation: LAC/2014/48134. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): I. THILL.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 18 novembre 2014.

Référence de publication: 2014178451/157.

(140204886) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 novembre 2014.

Gain Capital Real Estate Italia S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1420 Luxembourg, 5, avenue Diderich.

R.C.S. Luxembourg B 191.906.

— STATUTEN

Im Jahre zweitausendundvierzehn, am fünften November.

Vor dem unterzeichneten Notar Me Jean-Paul Meyers, mit dem Amtswohnsitz in Rambruch, Großherzogtum Luxemburg,

Ist erschienen

die Gain Capital SA, SICAV-FIS, ein unter luxemburgischem Recht gegründeter spezialisierter Investmentfonds in Form einer Investmentgesellschaft mit variablem Kapital (société d'investissement à capital variable - fonds d'investissement spécialisé), gegründet als Aktiengesellschaft (société anonyme), mit Gesellschaftssitz in 5, avenue Gaston Diderich, L-1420 Luxemburg, eingetragen im Handels- und Gesellschaftsregister Luxemburg unter der Nummer B173164, handelnd für Rechnung des Teilfonds Real Estate Car Parks I;

hier vertreten durch Herrn Serge Bernard, Jurist, wohnhaft in Luxembourg, aufgrund einer „ad hoc“ Vollmacht, ausgestellt unter Privatschrift.

Besagte Vollmacht wird, nach Unterzeichnung ne varietur durch die erschienene Person und den unterzeichneten Notar, dieser notariellen Urkunde als Anlage beigefügt und zusammen mit dieser zur Eintragung eingereicht.

Der Erschienene in dessen Eigenschaft als Vertreter des Gesellschafters ersucht den amtierenden Notar die Gesellschaftsatzung wie folgt zu beurkunden:

A. Zweck - Dauer - Name - Sitz

Art. 1. Hiermit wird zwischen dem jetzigen Inhaber der ausgegebenen Anteile und denjenigen, die in Zukunft Gesellschafter werden, eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung nach luxemburgischem Recht (nachstehend die „Gesellschaft“) gegründet, die durch die Bestimmungen des Gesetzes vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften, in seiner jeweils aktuellen Fassung (das „Gesetz von 1915“), sowie durch nachstehende Satzung geregelt wird.

Art. 2. Zweck der Gesellschaft ist die Beteiligung an luxemburgischen oder ausländischen Gesellschaften, in welcher Form auch immer, und alle anderen Arten von Investitionen vorzunehmen, im Wege des Erwerbs oder der Veräußerung von Wertpapieren durch Kauf oder Verkauf, Zeichnung, Tausch oder auf sonstige Weise, sowie die Verwaltung, Kontrolle und Verwertung ihres Portfolios und ihrer Immobilieninvestitionen.

Die Gesellschaft darf Garantien an Gesellschaften begeben, an denen sie eine direkte oder indirekte Beteiligung hält und an solche, die derselben Unternehmensgruppe angehören, und sie darf diesen Gesellschaften Darlehen gewähren und sie in jeder anderen Art und Weise unterstützen.

Die Gesellschaft darf Kredite jeder Art aufnehmen und Obligationen, Schuldverschreibungen, Zertifikate, Schuldscheine, Warrants und andere Papiere begeben.

Die Gesellschaft kann alle Aktivitäten kommerzieller, industrieller und finanzieller Natur ausführen, die der Ausübung des Gesellschaftszweckes dienen.

Art. 3. Die Dauer der Gesellschaft ist auf unbestimmte Zeit festgesetzt.

Art. 4. Die Gesellschaft führt die Bezeichnung „Gain Capital Real Estate Italia S.à r.l.“.

Art. 5. Der Sitz der Gesellschaft befindet sich in Luxemburg-Stadt, Großherzogtum Luxemburg. Er kann durch Beschluss der Gesellschafterversammlung an jeden beliebigen Ort im Großherzogtum Luxemburg verlegt werden. Innerhalb desselben Bezirkes kann der Gesellschaftssitz durch Beschluss des Geschäftsführers oder der Geschäftsführung verlegt werden. Die Gesellschaft kann Filialen oder andere Geschäftsstellen sowohl im Großherzogtum Luxemburg als auch im Ausland aufgrund einer Entscheidung der Geschäftsführung eröffnen.

Sollten nach Ansicht der Geschäftsführung außergewöhnliche politische, militärische Ereignisse vorliegen oder bevorstehen, welche die normale Geschäftstätigkeit der Gesellschaft an ihrem Sitz oder die ungestörte Kommunikation zwischen diesem Sitz und dem Ausland beeinträchtigen, so kann der Sitz bis zur vollständigen Behebung dieser ungewöhnlichen Umstände zeitweilig ins Ausland verlegt werden; diese provisorische Maßnahme hat jedoch keine Auswirkung auf die Nationalität der Gesellschaft, welche ungeachtet einer solchen zeitweiligen Sitzverlegung eine luxemburgische Gesellschaft bleibt.

B. Gesellschaftskapital - Anteile

Art. 6. Das Gesellschaftskapital beträgt zwölftausendfünfhundert Euro (12.500 EUR), aufgeteilt in einhundert fünfzig (125) Anteile mit einem Nennwert pro Anteil von je einhundert Euro (100 EUR) und vollständig eingezahlt. Alle Anteile haben, vorbehaltlich anderweitiger Bestimmungen dieser Satzung, die gleichen Rechte.

Art. 7. Die Gesellschaft erkennt nur einen einzigen Eigentümer pro Anteil an. Miteigentümer eines einzelnen Anteils müssen eine Person ernennen, die sie gegenüber der Gesellschaft vertritt.

Anteile der Gesellschaft werden ausschließlich als Namensanteile ausgegeben.

Jeder Anteil gewährt jeweils eine Stimme bei ordentlichen und außerordentlichen Gesellschafterversammlungen.

Art. 8. Die Anteile können zwischen den Gesellschaftern frei übertragen werden. Die Übertragung der Gesellschaftsanteile zu Lebzeiten an Dritte bedarf der Zustimmung in einer Gesellschafterversammlung der anderen Gesellschafter, die drei Viertel des Gesellschaftskapitals vertreten.

Die Übertragung von Todes wegen an Dritte bedarf der Zustimmung der anderen Gesellschafter, die drei Viertel des Gesellschaftskapitals vertreten. Keine Zustimmung ist erforderlich, wenn die Übertragung an Verwandte gerader Linie oder an den überlebenden Ehegatten erfolgt.

Weder Gläubiger noch Rechtsnachfolger oder Erben können aus jedwedem Grund Siegel auf den Vermögenswerten oder Unterlagen der Gesellschaft anbringen.

Art. 9. Die Gesellschaft erlischt nicht durch die Insolvenz oder die Zahlungsunfähigkeit eines ihrer Gesellschafter.

C. Geschäftsführung

Art. 10. Die Gesellschafterversammlung ernennt die Geschäftsführer und bestimmt die Dauer ihres Mandates sowie ihre Vergütung. Die Geschäftsführer können jederzeit ohne Angabe von Gründen aus ihren Funktionen entlassen werden.

Die Gesellschaft ist gegenüber Dritten wie folgt verpflichtet: (i) wenn die Gesellschaft durch einen Geschäftsführer verwaltet wird, durch die Unterschrift dieses alleinigen Geschäftsführers, (ii) wenn die Gesellschaft durch zwei oder mehr Geschäftsführer verwaltet wird, durch die gemeinsame Unterschrift mindestens eines Geschäftsführers, der mit einer A-Unterschriftsberechtigung ausgestattet und mindestens eines weiteren Geschäftsführers, der mit einer B-Unterschriftsberechtigung ausgestattet ist.

Besondere Vollmachten können durch die Geschäftsführung privatschriftlich oder aufgrund notariell beglaubigter Urkunde erteilt werden.

Art. 11. Die Geschäftsführung bestimmt einen Vorsitzenden und gegebenenfalls auch einen stellvertretenden Vorsitzenden. Er kann auch einen Sekretär bestellen, der nicht Mitglied der Geschäftsführung sein muss. Der Sekretär ist für das Führen der Protokolle der Geschäftsführungssitzungen verantwortlich.

Dritten gegenüber ist die Geschäftsführung unbeschränkt bevollmächtigt, jederzeit im Namen der Gesellschaft zu handeln und Geschäfte und Handlungen zu genehmigen, die mit dem Gesellschaftszweck in Einklang stehen.

Die Geschäftsführung wird durch den Vorsitzenden oder durch mindestens zwei andere Geschäftsführer einberufen. Die Versammlungen finden am Gesellschaftssitz oder an einem anderen in den Einberufungsschreiben angegebenen Ort in Luxemburg statt.

Der Vorsitzende hat den Vorsitz in jeder Geschäftsführungssitzung. In seiner Abwesenheit kann die Geschäftsführung mit der Mehrheit der Anwesenden ein anderes Geschäftsführungsmitglied zum vorläufigen Vorsitzenden ernennen.

Jeder Geschäftsführer erhält mindestens vierundzwanzig (24) Stunden vor Sitzungsdatum ein Einberufungsschreiben. Dies gilt nicht für den Fall einer Dringlichkeit, in dem die Natur und die Gründe dieser Dringlichkeit im Einberufungss-

chreiben angegeben werden müssen. Anhand schriftlicher, durch Telefax, Email oder durch ein vergleichbares Kommunikationsmittel gegebener Einwilligung eines jeden Geschäftsführers kann auf die Einberufungsschreiben verzichtet werden. Ein spezielles Einberufungsschreiben ist nicht erforderlich für Sitzungen der Geschäftsführung, die zu einer Zeit und an einem Ort abgehalten werden, die von einem vorherigen Beschluss der Geschäftsführung festgesetzt wurden.

Jeder Geschäftsführer kann sich in der Sitzung der Geschäftsführung aufgrund einer schriftlich, durch Telefax, Email oder durch ein vergleichbares Kommunikationsmittel, erteilten Vollmacht durch ein anderes Mitglied der Geschäftsführung vertreten lassen. Ein Geschäftsführer kann mehrere andere Geschäftsführer vertreten.

Jeder Geschäftsführer kann durch eine telefonische oder visuelle Konferenzschaltung oder durch ein anderes Kommunikationsmittel an einer Sitzung teilnehmen, unter der Bedingung, dass jeder Teilnehmer der Sitzung alle anderen verstehen kann. Die Teilnahme an einer Sitzung auf diese Weise entspricht einer persönlichen Teilnahme an der Sitzung.

Die Geschäftsführung ist nur beschlussfähig, wenn mindestens die einfache Mehrheit seiner Mitglieder anwesend oder vertreten ist.

Vorbehaltlich der nachfolgenden Darlegungen in Artikel 20., werden Beschlüsse der Geschäftsführung mit der einfachen Mehrheit der Stimmen seiner auf der jeweiligen Sitzung anwesenden oder vertretenen Mitglieder gefasst.

Einstimmige Beschlüsse der Geschäftsführung können auch durch Rundschreiben mittels einer oder mehrere schriftlicher, durch Telefax, Email oder durch ein vergleichbares Kommunikationsmittel belegter Unterlagen gefasst werden, unter der Bedingung, dass solche Beschlüsse schriftlich bestätigt werden. Die Gesamtheit der Unterlagen bildet das als Beweis der Beschlussfassung geltende Protokoll, welches von jedem Geschäftsführer unterzeichnet werden muss. Ein derartiger Beschluss wird zu dem Zeitpunkt, zu dem der letzte Geschäftsführer ihn unterzeichnet, wirksam.

Art. 12. Die Protokolle aller Geschäftsführungssitzungen werden vom Vorsitzenden oder, in seiner Abwesenheit, vom stellvertretenden Vorsitzenden oder von zwei Geschäftsführern unterzeichnet. Die Kopien oder Auszüge der Protokolle, die vor Gericht oder anderweitig vorgelegt werden sollen, werden vom Vorsitzenden oder von zwei Geschäftsführern unterzeichnet.

Art. 13. Durch den Tod oder den Rücktritt eines Geschäftsführers, aus welchem Grund auch immer, wird die Gesellschaft nicht aufgelöst.

Art. 14. Es besteht keine persönliche Haftung der Geschäftsführer für Verbindlichkeiten, die sie vorschriftsmäßig im Namen der Gesellschaft eingehen. Als Bevollmächtigte sind sie lediglich für die Ausübung ihres Mandates verantwortlich.

Art. 15. Auf der Grundlage einer von ihnen erstellten Zwischenbilanz, ausweislich derer ausreichende Gelder zur Ausschüttung zur Verfügung stehen, können die Geschäftsführer entscheiden, Zwischengewinne auszuschütten, vorausgesetzt, dass der Ausschüttungsbetrag nicht höher ist als der seit dem Ende des letzten Geschäftsjahres erzielte Gewinn zuzüglich Gewinnvorräte und ausschüttbarer Rücklagen, aber abzüglich Verlustvorräte und Gelder, die aufgrund gesetzlicher Bestimmungen oder dieser Satzung als Reserven eingebracht werden.

D. Entscheidungen des alleinigen Gesellschafters - Gesellschafter - Versammlungen

Art. 16. Jeder Gesellschafter kann an den Gesellschafterversammlungen der Gesellschaft teilnehmen, unabhängig von der Anzahl der in seinem Eigentum stehenden Anteile. Jeder Gesellschafter hat so viele Stimmen, wie er Gesellschaftsanteile besitzt oder vertritt.

Ein Gesellschafter kann sich bei jeder Gesellschafterversammlung vertreten lassen, indem er schriftlich einen Vertreter benennt, entweder per Original, Fax oder E-Mail, die mit einer elektronischen Unterschrift versehen ist (die nach luxemburgischem Recht gültig ist). Der Vertreter muss kein Gesellschafter sein.

Wenn alle Gesellschafter bei der Gesellschafterversammlung anwesend oder vertreten sind und befinden, dass sie alle ordnungsgemäß einberufen und über die Tagesordnung informiert sind, ist eine Einberufung entbehrlich.

Art. 17. Die Gesellschafter können die Änderung der Nationalität der Gesellschaft nur einstimmig beschließen.

Jede Abänderung der Satzung erfordert die Zustimmung der einfachen Mehrheit der Gesellschafter, die wenigstens drei Viertel des Gesellschaftskapitals vertreten.

Vorbehaltlich der nachfolgenden Darlegungen im nachfolgenden Artikel 20., sind alle anderen Beschlüsse der Gesellschafter nur rechtswirksam, wenn sie von Gesellschaftern angenommen werden, die mehr als die Hälfte des Gesellschaftskapitals vertreten.

Art. 18. Sollte die Gesellschaft einen alleinigen Gesellschafter haben, so übt dieser die Befugnisse aus, die der Gesellschafterversammlung gemäß Sektion XII des Gesetzes von 1915 zustehen.

E. Spezielle Befugnisse der Geschäftsführung oder der Gesellschafterversammlung

Art. 19. Folgende Beschlüsse müssen entweder einstimmig von allen Geschäftsführern angenommen werden oder bedürfen der Zustimmung der Mehrheit der Gesellschafter, die mindestens drei Viertel des Gesellschaftskapitals vertreten:

- Aufnahme und Gewährung von Darlehen;
- Ausgabe von Wertpapieren und Schuldtiteln;

- Gewährung von Sicherheiten;
- Rechtsgeschäfte mit Gesellschaftern oder mit den Gesellschaftern nahestehenden Personen, welche Teil der Geschäftsführung oder Teil der Gesellschafter sind;
- Verfügung über wesentliche Vermögenswerte der Gesellschaft, insbesondere die Übertragung von Beteiligungen oder Verträgen, oder Übertragung von Beteiligungen („Share Deal“) oder Unternehmensteilen („Asset Deal“);
- Liquiditätsbündelung („cash pooling“);
- Transaktionen welche einen Wert von zwanzigtausend Euro (EUR 20.000) überschreiten;
- Beraterverträge aller Art
- Lohn, Gehalts- und Inzentivierungsverträge mit Mitarbeitern, Geschäftsführung oder Dritten Parteien
- alle Geschäfte welche die Beteiligungen der Gesellschaft betreffen (inklusive die Gründung von Tochtergesellschaften, Anpassungen des Gesellschaftskapitals, Liquidation, Abspaltung, Verschmelzung, Joint Ventures oder die Ausübung von den Stimmrechten, usw.).

F. Geschäftsjahr - Jahresabschlüsse - Gewinnausschüttungen

Art. 20. Das Geschäftsjahr der Gesellschaft beginnt am ersten Januar und endet am einunddreißigsten Dezember desselben Jahres.

Art. 21. Am einunddreißigsten Dezember jeden Jahres wird ein Jahresabschluss aufgestellt und der oder die Geschäftsführer stellen eine Bilanz auf, in der sämtliche Vermögenswerte und Verbindlichkeiten der Gesellschaft aufgeführt sind. Jeder Gesellschafter kann am Gesellschaftssitz Einsicht in den Jahresabschluss und die Bilanz nehmen.

Art. 22. Fünf Prozent (5%) des in dem Geschäftsjahr erzielten Nettogewinnes der Gesellschaft werden jeweils der gesetzlichen Rücklage (réserva légale) zugeführt, bis diese zehn Prozent (10%) des Gesellschaftskapitals erreicht hat.

Die Gesellschafterversammlung bestimmt über die Verwendung des restlichen Nettogewinns.

Die Gesellschafterversammlung kann des Weiteren entscheiden von Zeit zu Zeit Dividenden auszuschütten.

Die Geschäftsführung kann Zwischendividenden in Übereinstimmung mit den Vorschriften des Gesetzes von 1915 beschließen und ausschütten.

Jede Ausschüttung, die nicht innerhalb von fünf (5) Jahren nach ihrer Festsetzung eingefordert wurde, verfällt und geht an die Gesellschaft zurück.

G. Gesellschaftsauflösung - Liquidation

Art. 23. Im Falle der Auflösung der Gesellschaft wird die Liquidation von einem oder mehreren von der Gesellschafterversammlung ernannten Liquidatoren, die keine Gesellschafter sein müssen, durchgeführt. Die Gesellschafterversammlung legt Befugnisse und Vergütungen der Liquidatoren fest. Die Liquidatoren haben alle Befugnisse zur Verwertung der Vermögensgüter und Begleichung der Verbindlichkeiten der Gesellschaft.

Der nach Begleichung der Verbindlichkeiten der Gesellschaft bestehende Überschuss wird unter den Gesellschaftern im Verhältnis zu dem ihnen zustehenden Kapitalanteil aufgeteilt.

Art. 24. Für alle nicht in dieser Satzung geregelten Punkte gelten die Bestimmungen des Gesetzes von 1915.

Übergangsbestimmung

Das erste Geschäftsjahr beginnt am heutigen Tage und endet am 31. Dezember 2015.

Zeichnung und Einzahlung der Anteile

Alle hundertfünfundzwanzig (125) Anteile mit einem Nennwert von je einhundert Euro (100 EUR) pro Anteil wurden von der vorgenannten Gain Capital SA, SICAV-FIS gezeichnet.

Die Gesellschafterin hat ihre Anteile voll und in bar eingezahlt, so dass die Gesellschaft über das Kapital von zwölf-tausendfünfhundert Euro (12.500 EUR) verfügen kann, was dem Notar nachgewiesen wurde, was dieser anerkennt.

Kosten

Die Kosten und Gebühren dieser Urkunde, welche auf insgesamt eintausendfünfhundert Euro veranschlagt sind, sind zu Lasten der Gesellschaft.

Beschlussfassung Durch den Alleinigen Gesellschafter

Anschließend hat die Erschienene vertreten durch Herrn Serge Bernard folgende Beschlüsse gefasst:

- 1.- Der Gesellschaftssitz befindet sich in 5, avenue Gaston Diderich, L-1420 Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg.
- 2.- Die Anzahl der Geschäftsführer beträgt drei (3);
- 3.- Zu den Geschäftsführern für eine unbestimmte Dauer werden ernannt:
 - Herr Claude Crauser, Angestellter, beruflich ansässig in 5, avenue Gaston Diderich, L-1420 Luxemburg, geboren am 22. April 1981 in Luxemburg (Großherzogtum Luxemburg) ausgestattet mit einer AUnterschriftsberechtigung;

- Herr Cornelius Bechtel, Executive Director, beruflich ansässig in 5, avenue Gaston Diderich L-1420 Luxembourg, geboren in Emmerich (Deutschland) am 11. März 1968, ausgestattet mit einer AUnterschriftsberechtigung;
- Frau Mag. Andrea Hofer, Managing Director, beruflich ansässig in Schwarzenbergplatz 5, A-1030 Wien, Österreich, geboren am 22. September 1968 in Wien (Österreich), ausgestattet mit einer BUnterschriftsberechtigung

Worüber die vorliegende notarielle Urkunde zum eingangs genannten Datum in Rambruch erstellt wird.

Nachdem das Dokument der anwesenden Person, die dem Notar mit Nachnamen, Vornamen, Zivilstand und Wohnort bekannt ist vorgelesen wurde, hat die besagte erschienene Person vorliegende Urkunde zusammen mit dem unterzeichneten Notar unterschrieben.

Gezeichnet: S. Bernard, Jean-Paul Meyers.

Enregistré à Redange/Attert, le 12 novembre 2014. Relation: RED/2014/2320. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): Kirsch.

AUSFERTIGUNG GEMÄSS GLEICHLAUTENDER URKUNDE, Ausgestellt auf Stempelfreiem Papier zwecks Eintragung beim Gesellschaftsregister und Veröffentlichung im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Rambrouch, den 17. November 2014.

Jean-Paul MEYERS.

Référence de publication: 2014178491/211.

(140204727) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 novembre 2014.

PHM Holdco 20 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2320 Luxembourg, 68-70, boulevard de la Pétrusse.

R.C.S. Luxembourg B 174.940.

In the year two thousand and fourteen, on the thirteenth day of November.

Before Maître Blanche MOUTRIER, notary residing in Esch/Alzette.

THERE APPEARED:

Pamplona Capital Partners III LP, a limited partnership incorporated under the laws of the Cayman Islands, having its registered office at 94 Solaris Avenue, P.O. Box 1348, Grand Cayman KY1-1108, Cayman Islands, acting through its General Partner Pamplona Equity Advisors III Ltd (the "Sole Shareholder");

here represented by:

Maître Sophie ARVIEUX, lawyer, residing professionally in Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal.

The above mentioned proxy, after having been signed "ne varietur" by the proxy holder and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed for the purpose of registration.

The Sole Shareholder has requested the undersigned notary to record that the Sole Shareholder is the sole shareholder of the company PHM Holdco 20 S.à r.l., a private limited liability company ("société à responsabilité limitée"), with registered office in L-2320 Luxembourg, 68-70, boulevard de la Pétrusse, registered with the Luxembourg register of commerce and companies ("registre de commerce et des sociétés") under number B 174.940, incorporated pursuant to a deed of Maître Jean-Joseph Wagner, notary residing in Sanem, dated 29 January 2013, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 768 dated 29 March 2013 (the "Company"). The articles of association of the Company have been lastly amended pursuant to a deed of Maître Blanche Moutrier, notary residing in Esch/Alzette, dated 18 December 2013, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 592 dated 6 March 2014.

- The Company's subscribed capital is set at one hundred eleven thousand two hundred sixty-two Euro and fifty Cent (EUR 111,262.50.-), divided into one million two hundred fifty thousand (1,250,000) Class A shares, nine hundred eighty-seven thousand six hundred twenty-five (987,625) Class B shares, nine hundred eighty-seven thousand six hundred twenty-five (987,625) Class C shares, nine hundred eighty-seven thousand six hundred twenty-five (987,625) Class D shares, nine hundred eighty-seven thousand six hundred twenty-five (987,625) Class E shares, nine hundred eighty-seven thousand six hundred twenty-five (987,625) Class F shares, nine hundred eighty-seven thousand six hundred twenty-five (987,625) Class G shares, nine hundred eighty-seven thousand six hundred twenty-five (987,625) Class H shares, nine hundred eighty-seven thousand six hundred twenty-five (987,625) Class I shares, nine hundred eighty-seven thousand six hundred twenty-five (987,625) Class J shares and nine hundred eighty-seven thousand six hundred twenty-five (987,625) Class K shares, having a par value of one Cent (EUR 0.01.-) each.

- The agenda is worded as follows:

1. Increase of the share capital by an amount of seventy-seven thousand one hundred fourteen Euro (EUR 77,114.-) so as to raise it from its present amount of one hundred eleven thousand two hundred sixty-two Euro and fifty Cent (EUR 111,262.50.-) divided into one million two hundred fifty thousand (1,250,000) Class A shares, nine hundred eighty-seven thousand six hundred twenty-five (987,625) Class B shares, nine hundred eighty-seven thousand six hundred twenty-five (987,625) Class C shares, nine hundred eighty-seven thousand six hundred twenty-five (987,625) Class D

shares, nine hundred eighty-seven thousand six hundred twenty-five (987,625) Class E shares, nine hundred eighty-seven thousand six hundred twenty-five (987,625) Class F shares, nine hundred eighty-seven thousand six hundred twenty-five (987,625) Class G shares, nine hundred eighty-seven thousand six hundred twenty-five (987,625) Class H shares, nine hundred eighty-seven thousand six hundred twenty-five (987,625) Class I shares, nine hundred eighty-seven thousand six hundred twenty-five (987,625) Class J shares and nine hundred eighty-seven thousand six hundred twenty-five (987,625) Class K shares, having a par value of one Cent (EUR 0.01.-) each, to one hundred eighty-eight thousand three hundred seventy-six Euro and fifty Cent (EUR 188,376.50.-) by the creation and issue of eight hundred sixty-six thousand four hundred (866,400) new Class A shares, six hundred eighty-four thousand five hundred (684,500) new Class B shares, six hundred eighty-four thousand five hundred (684,500) new Class C shares, six hundred eighty-four thousand five hundred (684,500) new Class D shares, six hundred eighty-four thousand five hundred (684,500) new Class E shares, six hundred eighty-four thousand five hundred (684,500) new Class F shares, six hundred eighty-four thousand five hundred (684,500) new Class G shares, six hundred eighty-four thousand five hundred (684,500) new Class H shares, six hundred eighty-four thousand five hundred (684,500) new Class I shares, six hundred eighty-four thousand five hundred (684,500) new Class J shares and six hundred eighty-four thousand five hundred (684,500) new Class K shares, each share with a par value of one Cent (EUR 0.01.-).

2. Acceptance of the subscription and allotment of four hundred thirty-three thousand two hundred (433,200) new Class A shares, three hundred forty-two thousand two hundred fifty (342,250) new Class B to K shares to Pamplona Capital Partners III LP, acting through its General Partner Pamplona Equity Advisors III Ltd in consideration for a contribution in kind.

3. Acceptance of the subscription and allotment of four hundred thirty-three thousand two hundred (433,200) new Class A shares, three hundred forty-two thousand two hundred fifty (342,250) new Class B to K shares to Alexander KMASTER in consideration for a contribution in kind.

4. Subsequent amendment of article 6 of the articles of association of the Company to reflect the share capital increase.

5. Miscellaneous.

The Sole Shareholder has requested the undersigned notary to record the following resolutions:

First resolution

The subscribed capital of the Company is increased by an amount of seventy-seven thousand one hundred fourteen Euro (EUR 77,114.-) so as to raise it from its present amount of one hundred eleven thousand two hundred sixty-two Euro and fifty Cent (EUR 111,262.50.-) divided into one million two hundred fifty thousand (1,250,000) Class A shares, nine hundred eighty-seven thousand six hundred twenty-five (987,625) Class B shares, nine hundred eighty-seven thousand six hundred twenty-five (987,625) Class C shares, nine hundred eighty-seven thousand six hundred twenty-five (987,625) Class D shares, nine hundred eighty-seven thousand six hundred twenty-five (987,625) Class E shares, nine hundred eighty-seven thousand six hundred twenty-five (987,625) Class F shares, nine hundred eighty-seven thousand six hundred twenty-five (987,625) Class G shares, nine hundred eighty-seven thousand six hundred twenty-five (987,625) Class H shares, nine hundred eighty-seven thousand six hundred twenty-five (987,625) Class I shares, nine hundred eighty-seven thousand six hundred twenty-five (987,625) Class J shares and nine hundred eighty-seven thousand six hundred twenty-five (987,625) Class K shares, each share with a par value of one Cent (EUR 0.01.-) to one hundred eighty-eight thousand three hundred seventy-six Euro and fifty Cent (EUR 188,376.50.-) by the creation and issue of eight hundred sixty-six thousand four hundred (866,400) new Class A shares, six hundred eighty-four thousand five hundred (684,500) new Class B shares, six hundred eighty-four thousand five hundred (684,500) new Class C shares, six hundred eighty-four thousand five hundred (684,500) new Class D shares, six hundred eighty-four thousand five hundred (684,500) new Class E shares, six hundred eighty-four thousand five hundred (684,500) new Class F shares, six hundred eighty-four thousand five hundred (684,500) new Class G shares, six hundred eighty-four thousand five hundred (684,500) new Class H shares, six hundred eighty-four thousand five hundred (684,500) new Class I shares, six hundred eighty-four thousand five hundred (684,500) new Class J shares and six hundred eighty-four thousand five hundred (684,500) new Class K shares, each share with a par value of one Cent (EUR 0.01.-).

Second resolution
Subscription - Payment

Thereupon appeared Pamplona Capital Partners III LP, acting through its General Partner Pamplona Equity Advisors III Ltd (the "Subscriber 1"), aforementioned, here represented by Maître Sophie ARVIEUX, lawyer, residing in Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, by virtue of the aforementioned proxy, and declared to subscribe for four hundred thirty-three thousand two hundred (433,200) new Class A shares, three hundred forty-two thousand two hundred fifty (342,250) new Class B shares, three hundred forty-two thousand two hundred fifty (342,250) new Class C shares, three hundred forty-two thousand two hundred fifty (342,250) new Class D shares, three hundred forty-two thousand two hundred fifty (342,250) new Class E shares, three hundred forty-two thousand two hundred fifty (342,250) new Class F shares, three hundred forty-two thousand two hundred fifty (342,250) new Class G shares, three hundred forty-two thousand two hundred fifty (342,250) new Class H shares, three hundred forty-two thousand two hundred fifty (342,250) new Class I shares, three hundred forty-two thousand two hundred fifty (342,250) new Class J shares and three hundred

forty-two thousand two hundred fifty (342,250) new Class K shares, and to be fully paid-up for their par value by contribution in kind as further described in a valuation report.

The Subscriber 1 stated that this contribution is free of any pledge, lien or charge. Evidence of the contribution has been given to the notary.

The value of the above contribution is stated in a valuation report issued by the managers of the Company which has been presented to the Sole Shareholder and to the notary.

Thereupon, the Sole Shareholder resolved (i) to accept the said subscription and contribution in kind by the Subscriber 1, (ii) to allot the new four hundred thirty-three thousand two hundred (433,200) Class A shares, three hundred forty-two thousand two hundred fifty (342,250) Class B shares, three hundred forty-two thousand two hundred fifty (342,250) Class C shares three hundred forty-two thousand two hundred fifty (342,250) Class D shares three hundred forty-two thousand two hundred fifty (342,250) Class E shares three hundred forty-two thousand two hundred fifty (342,250) Class F shares three hundred forty-two thousand two hundred fifty (342,250) Class G shares three hundred forty-two thousand two hundred fifty (342,250) Class H shares three hundred forty-two thousand two hundred fifty (342,250) Class I shares three hundred forty-two thousand two hundred fifty (342,250) Class J shares and three hundred forty-two thousand two hundred fifty (342,250) Class K shares to the Subscriber 1 as stated above, and (iii) to acknowledge the effectiveness of the capital increase.

Thereupon appeared Alexander Knaster, residing professionally at 25 Park Lane, London W1K 1RA (the "Subscriber 2"), here represented by Maître Sophie ARVIEUX, lawyer, residing in Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal, copy of which after having been signed "ne varietur" by the proxy holder and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed for the purpose of registration. The Subscriber 2 declared to subscribe for four hundred thirty-three thousand two hundred (433,200) new Class A shares, three hundred forty-two thousand two hundred fifty (342,250) new Class B shares, three hundred forty-two thousand two hundred fifty (342,250) new Class C shares, three hundred forty-two thousand two hundred fifty (342,250) new Class D shares, three hundred forty-two thousand two hundred fifty (342,250) new Class E shares, three hundred forty-two thousand two hundred fifty (342,250) new Class F shares, three hundred forty-two thousand two hundred fifty (342,250) new Class G shares, three hundred forty-two thousand two hundred fifty (342,250) new Class H shares, three hundred forty-two thousand two hundred fifty (342,250) new Class I shares, three hundred forty-two thousand two hundred fifty (342,250) new Class J shares and three hundred forty-two thousand two hundred fifty (342,250) new Class K shares, and to be fully paid-up for their par value by contribution in kind as further described in a valuation report.

The Subscriber 2 stated that this contribution is free of any pledge, lien or charge. Evidence of the contribution has been given to the notary.

The value of the above contribution is stated in a valuation report issued by the managers of the Company which has been presented to the Sole Shareholder and to the notary.

Thereupon, the Sole Shareholder resolved (i) to accept the said subscription and contribution in kind by the Subscriber 2, (ii) to allot the new four hundred thirty-three thousand two hundred (433,200) Class A shares, three hundred forty-two thousand two hundred fifty (342,250) Class B shares, three hundred forty-two thousand two hundred fifty (342,250) Class C shares three hundred forty-two thousand two hundred fifty (342,250) Class D shares three hundred forty-two thousand two hundred fifty (342,250) Class E shares three hundred forty-two thousand two hundred fifty (342,250) Class F shares three hundred forty-two thousand two hundred fifty (342,250) Class G shares three hundred forty-two thousand two hundred fifty (342,250) Class H shares three hundred forty-two thousand two hundred fifty (342,250) Class I shares three hundred forty-two thousand two hundred fifty (342,250) Class J shares and three hundred forty-two thousand two hundred fifty (342,250) Class K shares to the Subscriber 2 as stated above, and (iii) to acknowledge the effectiveness of the capital increase.

As a consequence of the preceding resolutions, the shareholders of the Company noted that the shareholding in the Company is henceforth as follows:

name of the shareholder	Class A shares	Class B to K shares
Pamplona Capital Partners III LP	1,683,200	1,329,875
Alexander Knaster	433,200	342,250

Third resolution

As a consequence of the preceding resolutions, article 6 of the articles of association of the Company is amended and shall henceforth have the following wording:

" **Art. 6.** The subscribed capital is fixed at one hundred eighty-eight thousand three hundred seventy-six Euro and fifty Cent (EUR 188,376.50.-) divided into two million one hundred sixteen thousand four hundred (2,116,400) Class A shares, one million six hundred seventy-two thousand one hundred twenty-five (1,672,125) Class B shares, one million six hundred seventy-two thousand one hundred twenty-five (1,672,125) Class C shares, one million six hundred seventy-two thousand one hundred twenty-five (1,672,125) Class D shares, one million six hundred seventy-two thousand one hundred twenty-five (1,672,125) Class E shares, one million six hundred seventy-two thousand one hundred twenty-five (1,672,125) Class F shares, one million six hundred seventy-two thousand one hundred twenty-five (1,672,125) Class G

shares, one million six hundred seventy-two thousand one hundred twenty-five (1,672,125) Class H shares, one million six hundred seventy-two thousand one hundred twenty-five (1,672,125) Class I shares, one million six hundred seventy-two thousand one hundred twenty-five (1,672,125) Class J shares and, one million six hundred seventy-two thousand one hundred twenty-five (1,672,125) Class K shares, having a par value of one Cent (EUR 0.01.-) each.”

Expenses

The expenses, costs, remuneration or charges in any form whatsoever, which shall be borne by the Company as a result of the present deed, are estimated at approximately one thousand four hundred Euro (EUR 1,400.-).

WHEREOF, the present deed was drawn up in Esch/Alzette, on the day named at the beginning.

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that at the request of the appearing parties, the present deed is worded in English, followed by a French version; at the request of the same appearing persons and in case of divergences between the English and French texts, the English version shall prevail.

The document having been read and translated to the proxy holder of the appearing parties, said proxy holder signed together with Us, the notary, the present original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L’an deux mille quatorze, le treizième jour de novembre.

Pardevant Nous Maître Blanche MOUTRIER, notaire de résidence à Esch/Alzette,

A COMPARU:

Pamplona Capital Partners III LP, une société constituée sous les lois des îles cayman, ayant son siège social à 94 Solaris Avenue, P.O. Box 1348, Grand Cayman KY1-1108, Iles Cayman, agissant au travers de son General Partner Pamplona Equity Advisors III Ltd (l’«Associée Unique»);

ici représentée par:

Maître Sophie ARVIEUX, avocat à la Cour, avec adresse professionnelle à Luxembourg, en vertu d’une procuration donnée sous seing privé.

La procuration susmentionnée, après signature «ne varietur» par le mandataire et le notaire instrumentant, demeurera annexée aux présentes pour être enregistrée en même temps.

L’Associée Unique a requis le notaire soussigné d’acter que l’Associée Unique est l’associée unique de la société à responsabilité limitée PHM Holdco 20 S.à r.l., ayant son siège social à L-2320 Luxembourg, 68-70 boulevard de la Pétrusse, immatriculée au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 174.940, constituée suivant un acte reçu par Maître Jean-Joseph Wagner, notaire de résidence à Sanem, en date du 28 janvier 2013, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 768 en date du 29 mars 2013 (la «Société»). Les statuts de la Société ont été dernièrement modifiés suivant un acte reçu par Maître Blanche Moutrier, notaire de résidence à Esch/Alzette, en date du 18 décembre 2013, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 592 en date du 6 mars 2014.

- Le capital souscrit de la Société est fixé à cent onze mille deux cent soixante-deux euros et cinquante euro cent (EUR 111.262,50,-), divisé en un million deux cent cinquante mille (1.250.000) de parts sociales de Classe A, neuf cent quatre-vingt-sept mille six cent vingt-cinq (987.625) parts sociales de Classe B, neuf cent quatre-vingt-sept mille six cent vingt-cinq (987.625) parts sociales de Classe C, neuf cent quatre-vingt-sept mille six cent vingt-cinq (987.625) parts sociales de Classe D, neuf cent quatre-vingt-sept mille six cent vingt-cinq (987.625) parts sociales de Classe E, neuf cent quatre-vingt-sept mille six cent vingt-cinq (987.625) parts sociales de Classe F, neuf cent quatre-vingt-sept mille six cent vingt-cinq (987.625) parts sociales de Classe G, neuf cent quatre-vingt-sept mille six cent vingt-cinq (987.625) parts sociales de Classe H, neuf cent quatre-vingt-sept mille six cent vingt-cinq (987.625) parts sociales de Classe I, neuf cent quatre-vingt-sept mille six cent vingt-cinq (987.625) parts sociales de Classe J et neuf cent quatre-vingt-sept mille six cent vingt-cinq (987.625) parts sociales de Classe K parts sociales d’une valeur nominale d’un cent (EUR 0,01.-) chacune.

- L’ordre du jour est conçu comme suit:

1. Augmentation du capital social d’un montant de soixante-dix-sept mille cent quatorze euros (EUR 77.114,-) afin de le porter de son montant actuel de cent onze mille deux cent soixante-deux euros et cinquante euro cent (EUR 111.262,50,-) divisé en un million deux cent cinquante mille (1.250.000) de parts sociales de Classe A, neuf cent quatre-vingt-sept mille six cent vingt-cinq (987.625) parts sociales de Classe B, neuf cent quatre-vingt-sept mille six cent vingt-cinq (987.625) parts sociales de Classe C, neuf cent quatre-vingt-sept mille six cent vingt-cinq (987.625) parts sociales de Classe D, neuf cent quatre-vingt-sept mille six cent vingt-cinq (987.625) parts sociales de Classe E, neuf cent quatre-vingt-sept mille six cent vingt-cinq (987.625) parts sociales de Classe F, neuf cent quatre-vingt-sept mille six cent vingt-cinq (987.625) parts sociales de Classe G, neuf cent quatre-vingt-sept mille six cent vingt-cinq (987.625) parts sociales de Classe H, neuf cent quatre-vingt-sept mille six cent vingt-cinq (987.625) parts sociales de Classe I, neuf cent quatre-vingt-sept mille six cent vingt-cinq (987.625) parts sociales de Classe J et neuf cent quatre-vingt-sept mille six cent vingt-cinq (987.625) parts sociales de Classe K parts sociales d’une valeur nominale d’un cent (EUR 0,01.-) chacune à cent quatre-vingt-huit mille trois cent soixante-seize euros et cinquante euro cent (EUR 188.376,50,-) par la création et l’émission de huit cent soixante et six mille quatre cents (866.400) nouvelles parts sociales de Classe A, six cent quatre-vingt quatre

mille cinq cents (684.500) nouvelles parts sociales de Classe B, six cent quatre-vingt quatre mille cinq cents (684.500) nouvelles parts sociales de Classe C, six cent quatre-vingt quatre mille cinq cents (684.500) nouvelles parts sociales de Classe D, six cent quatre-vingt quatre mille cinq cents (684.500) nouvelles parts sociales de Classe E, six cent quatre-vingt quatre mille cinq cents (684.500) nouvelles parts sociales de Classe F, six cent quatre-vingt quatre mille cinq cents (684.500) nouvelles parts sociales de Classe G, six cent quatre-vingt quatre mille cinq cents (684.500) nouvelles parts sociales de Classe H, six cent quatre-vingt quatre mille cinq cents (684.500) nouvelles parts sociales de Classe I, six cent quatre-vingt quatre mille cinq cents (684.500) nouvelles parts sociales de Classe J et six cent quatre-vingt quatre mille cinq cents (684.500) nouvelles parts sociales de Classe K, d'une valeur nominale d'un cent (EUR 0,01.-) chacune.

2. Acceptation de la souscription et du paiement de quatre cent trente-trois mille deux cents (433.200) nouvelles parts sociales de Classe A, trois cent quarante-deux mille deux cent cinquante (342.250) nouvelles parts sociales de Classe B à K par Pamplona Capital Partners III LP, agissant par l'intermédiaire de son commandité Pamplona Equity Advisors III Ltd en contrepartie d'un apport en nature;

3. Acceptation de la souscription et du paiement de quatre cent trente-trois mille deux cents (433.200) nouvelles parts sociales de Classe A, trois cent quarante-deux mille deux cent cinquante (342.250) nouvelles parts sociales de Classe B à K par Alexander KMASTER en contrepartie d'un apport en nature;

4. Modification subséquente de l'article 6 des statuts de la Société afin de refléter l'augmentation de capital; et

5. Divers.

L'Associée Unique a requis le notaire soussigné d'acter les résolutions suivantes:

Première résolution

Le capital souscrit de la Société est augmenté à concurrence de soixante-dix-sept mille cent quatorze euros (EUR 77.114,-) pour le porter de son montant actuel de cent onze mille deux cent soixante-deux euros et cinquante euro cent (EUR 111.262,50,-) divisé en un million deux cent cinquante mille (1.250.000) parts sociales de Classe A, neuf cent quatre-vingt-sept mille six cent vingt-cinq (987.625) parts sociales de Classe B, neuf cent quatre-vingt-sept mille six cent vingt-cinq (987.625) parts sociales de Classe C, neuf cent quatre-vingt-sept mille six cent vingt-cinq (987.625) parts sociales de Classe D, neuf cent quatre-vingt-sept mille six cent vingt-cinq (987.625) parts sociales de Classe E, neuf cent quatre-vingt-sept mille six cent vingt-cinq (987.625) parts sociales de Classe F, neuf cent quatre-vingt-sept mille six cent vingt-cinq (987.625) parts sociales de Classe G, neuf cent quatre-vingt-sept mille six cent vingt-cinq (987.625) parts sociales de Classe H, neuf cent quatre-vingt-sept mille six cent vingt-cinq (987.625) parts sociales de Classe I, neuf cent quatre-vingt-sept mille six cent vingt-cinq (987.625) parts sociales de Classe J et neuf cent quatre-vingt-sept mille six cent vingt-cinq (987.625) parts sociales de Classe K, d'une valeur nominale d'un cent (EUR 0,01.-) chacune à cent quatre-vingt-huit mille trois cent soixante-seize euros et cinquante euro cent (EUR 188.376,50,-) par la création et l'émission de huit cent soixante et six mille quatre cents (866.400) nouvelles parts sociales de Classe A, six cent quatre-vingt quatre mille cinq cents (684.500) nouvelles parts sociales de Classe B, six cent quatre-vingt quatre mille cinq cents (684.500) nouvelles parts sociales de Classe C, six cent quatre-vingt quatre mille cinq cents (684.500) nouvelles parts sociales de Classe D, six cent quatre-vingt quatre mille cinq cents (684.500) nouvelles parts sociales de Classe E, six cent quatre-vingt quatre mille cinq cents (684.500) nouvelles parts sociales de Classe F, six cent quatre-vingt quatre mille cinq cents (684.500) nouvelles parts sociales de Classe G, six cent quatre-vingt quatre mille cinq cents (684.500) nouvelles parts sociales de Classe H, six cent quatre-vingt quatre mille cinq cents (684.500) nouvelles parts sociales de Classe I, six cent quatre-vingt quatre mille cinq cents (684.500) nouvelles parts sociales de Classe J et six cent quatre-vingt quatre mille cinq cents (684.500) nouvelles parts sociales de Classe K, d'une valeur nominale d'un cent (EUR 0,01.-) chacune.

Deuxième résolution

Souscription - Paiement

Est alors apparue Pamplona Capital Partners III LP, agissant au travers de son General Partner Pamplona Equity Advisors III Ltd (le «Souscripteur 1»), représentée aux fins des présentes par Maître Sophie ARVIEUX, avocat à la Cour, demeurant à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, aux termes d'une procuration susmentionnée, et a déclaré souscrire à quatre cent trente-trois mille deux cents (433.200) nouvelles parts sociales de Classe A, trois cent quarante-deux mille deux cent cinquante (342.250) nouvelles parts sociales de Classe B, trois cent quarante-deux mille deux cent cinquante (342.250) nouvelles parts sociales de Classe C, trois cent quarante-deux mille deux cent cinquante (342.250) nouvelles parts sociales de Classe D, trois cent quarante-deux mille deux cent cinquante (342.250) nouvelles parts sociales de Classe E, trois cent quarante-deux mille deux cent cinquante (342.250) nouvelles parts sociales de Classe F, trois cent quarante-deux mille deux cent cinquante (342.250) nouvelles parts sociales de Classe G, trois cent quarante-deux mille deux cent cinquante (342.250) nouvelles parts sociales de Classe H, trois cent quarante-deux mille deux cent cinquante (342.250) nouvelles parts sociales de Classe I, trois cent quarante-deux mille deux cent cinquante (342.250) nouvelles parts sociales de Classe J et trois cent quarante-deux mille deux cent cinquante (342.250) nouvelles parts sociales de Classe K, et de les libérer pour leur valeur nominale par un apport en nature tel que décrit dans un rapport d'évaluation.

Le Souscripteur 1 affirme que l'apport est libre de tout nantissement, engagement ou autre charge. La preuve de l'apport a été donnée au notaire.

La valeur de l'apport ci-avant est fixée dans un rapport d'évaluation établi par les gérants de la Société qui a été présenté à l'Associée Unique et au notaire.

Finalement, l'Associée Unique a résolu (i) d'accepter la prédite souscription et l'apport en nature par le Souscripteur 1, (ii) de répartir quatre cent trente-trois mille deux cents (433.200) parts sociales de Classe A, trois cent quarante-deux mille deux cent cinquante (342.250) parts sociales de Classe B, trois cent quarante-deux mille deux cent cinquante (342.250) parts sociales de Classe C, trois cent quarante-deux mille deux cent cinquante (342.250) parts sociales de Classe D, trois cent quarante-deux mille deux cent cinquante (342.250) parts sociales de Classe E, trois cent quarante-deux mille deux cent cinquante (342.250) parts sociales de Classe F, trois cent quarante-deux mille deux cent cinquante (342.250) parts sociales de Classe G, trois cent quarante-deux mille deux cent cinquante (342.250) parts sociales de Classe H, trois cent quarante-deux mille deux cent cinquante (342.250) parts sociales de Classe I, trois cent quarante-deux mille deux cent cinquante (342.250) parts sociales de Classe J et trois cent quarante-deux mille deux cent cinquante (342.250) parts sociales de Classe K au Souscripteur 1 comme exposé ci-dessus et (iii) de reconnaître l'effectivité de l'augmentation de capital.

Est alors apparu Alexandre Knaster, demeurant professionnellement à 25 Park Lane, London W1K 1RA (le «Souscripteur 2»), représenté aux fins des présentes par Maître Sophie ARVIEUX, avocat à la Cour, demeurant à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé, une copie de laquelle après signature «ne varietur» par le mandataire et le notaire instrumentant, demeurera annexée aux présentes pour être enregistrée avec elles. Le Souscripteur 2 affirme souscrire à quatre cent trente-trois mille deux cents (433.200) nouvelles parts sociales de Classe A, trois cent quarante-deux mille deux cent cinquante (342.250) nouvelles parts sociales de Classe B, trois cent quarante-deux mille deux cent cinquante (342.250) nouvelles parts sociales de Classe C, trois cent quarante-deux mille deux cent cinquante (342.250) nouvelles parts sociales de Classe D, trois cent quarante-deux mille deux cent cinquante (342.250) nouvelles parts sociales de Classe E, trois cent quarante-deux mille deux cent cinquante (342.250) nouvelles parts sociales de Classe F, trois cent quarante-deux mille deux cent cinquante (342.250) nouvelles parts sociales de Classe G, trois cent quarante-deux mille deux cent cinquante (342.250) nouvelles parts sociales de Classe H, trois cent quarante-deux mille deux cent cinquante (342.250) nouvelles parts sociales de Classe I, trois cent quarante-deux mille deux cent cinquante (342.250) nouvelles parts sociales de Classe J et trois cent quarante-deux mille deux cent cinquante (342.250) nouvelles parts sociales de Classe K, et de les libérer pour leur valeur nominale par un apport en nature tel que décrit dans un rapport d'évaluation

Le Souscripteur 2 affirme que l'apport est libre de tout nantissement, engagement ou autre charge. La preuve de l'apport a été donnée au notaire.

La valeur de l'apport ci-avant est fixée dans un rapport d'évaluation établi par les gérants de la Société qui a été présenté à l'Associée Unique et au notaire.

Finalement, l'Associée Unique a résolu (i) d'accepter la prédite souscription et l'apport en nature par le Souscripteur 2, (ii) de répartir quatre cent trente-trois mille deux cents (433.200) parts sociales de Classe A, trois cent quarante-deux mille deux cent cinquante (342.250) parts sociales de Classe B, trois cent quarante-deux mille deux cent cinquante (342.250) parts sociales de Classe C, trois cent quarante-deux mille deux cent cinquante (342.250) parts sociales de Classe D, trois cent quarante-deux mille deux cent cinquante (342.250) parts sociales de Classe E, trois cent quarante-deux mille deux cent cinquante (342.250) parts sociales de Classe F, trois cent quarante-deux mille deux cent cinquante (342.250) parts sociales de Classe G, trois cent quarante-deux mille deux cent cinquante (342.250) parts sociales de Classe H, trois cent quarante-deux mille deux cent cinquante (342.250) parts sociales de Classe I, trois cent quarante-deux mille deux cent cinquante (342.250) parts sociales de Classe J et trois cent quarante-deux mille deux cent cinquante (342.250) parts sociales de Classe K au Souscripteur 2 comme exposé ci-dessus et (iii) de reconnaître l'effectivité de l'augmentation de capital.

En conséquence des résolutions qui précèdent, les associés de la Société ont noté que désormais l'actionnariat de la Société est réparti comme suit:

Nom de l'associé	Parts sociales de Classe A	Parts sociales de Classe B à K
Pamplona Capital Partners III LP	1.683.200	1.329.875
Alexander Knaster	433.200	342.250

Troisième résolution

En conséquence des résolutions qui précèdent, l'article 6 des statuts de la Société est modifié pour avoir désormais la teneur suivante:

« **Art. 6.** Le capital souscrit est fixé à cent quatre-vingt-huit mille trois cent soixante-seize euros et cinquante euro cent (EUR 188.376,50,-), divisé en deux millions cent seize mille quatre cents (2.116.400) de parts sociales de Classe A, un million six cent soixante-douze mille cent vingt-cinq (1.672.125) parts sociales de Classe B, un million six cent soixante-douze mille cent vingt-cinq (1.672.125) parts sociales de Classe C, un million six cent soixante-douze mille cent vingt-cinq (1.672.125) parts sociales de Classe D, un million six cent soixante-douze mille cent vingt-cinq (1.672.125) parts sociales de Classe E, un million six cent soixante-douze mille cent vingt-cinq (1.672.125) parts sociales de Classe F, un million six cent soixante-douze mille cent vingt-cinq (1.672.125) parts sociales de Classe G, un million six cent soixante-

douze mille cent vingt-cinq (1.672.125) parts sociales de Classe H, un million six cent soixante-douze mille cent vingt-cinq (1.672.125) parts sociales de Classe I, un million six cent soixante-douze mille cent vingt-cinq (1.672.125) parts sociales de Classe J et un million six cent soixante-douze mille cent vingt-cinq (1.672.125) parts sociales de Classe K, d'une valeur nominale d'un cent (EUR 0,01.-) chacune.»

Frais

Les dépenses, frais, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui seront supportés par la Société en conséquence du présent acte, sont estimés approximativement à mille quatre cents euros (EUR 1.400.-).

DONT ACTE, fait et passé à Esch/Alzette, date qu'en tête des présentes.

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, constate par les présentes, qu'à la requête des parties comparantes, le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une version française; à la requête des mêmes comparantes et en cas de divergences entre les textes anglais et français, la version anglaise fera foi.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire des parties comparantes, celui-ci a signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: ARVIEUX, Moutrier Blanche.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 14/11/2014. Relation: EAC/2014/15399. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): SANTIONI.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à des fins administratives.

Esch-sur-Alzette, le 17 novembre 2014.

Référence de publication: 2014177907/353.

(140203846) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 novembre 2014.

Handelsbanken Funds, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1229 Luxembourg, 15, rue Bender.

R.C.S. Luxembourg B 22.175.

In the year two thousand and fourteen, on the sixth day of November.

Before Us Maître Joseph Elvinger, Civil Law Notary residing in Luxembourg,

Was held

an extraordinary general meeting of the shareholders (the "Meeting") of HANDELSBANKEN FUNDS (hereafter referred to as the "Company"), a société anonyme qualifying as a société d'investissement à capital variable having its registered office at 15, rue Bender, L-1229 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Registry under section B number 22.175, incorporated pursuant to a deed enacted by Maître Jacques Delvaux, Civil Law Notary, residing in Luxembourg, on 28 November 1984, published in the Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations (the "Mémorial") dated 20 December 1984; the articles of Association of which have been amended for the last time pursuant to a deed enacted by the undersigned notary on 13 September 2011, published in the Mémorial number 2571 on 24 October 2011.

The meeting opened at 11:15 a.m. with Mr Rudy Hoylaerts, private employee, professionally residing in Luxembourg, in the Chair.

The chairman appointed as secretary Mrs Ingrid Bodelet, private employee, professionally residing in Luxembourg.

The meeting elected as scrutineer Mr Osmel Koch, private employee, professionally residing in Luxembourg.

Preamble

The Chairman informed the meeting that article 21 has been wrongly produced after the previous Extraordinary General Meeting of the Shareholders of the Company held before the undersigned Notary on 13 September 2011 and, starting that date and until the present meeting, article 21 should have read as follows

“ **Art. 21.** As is more specifically prescribed herein below the Company has the power to redeem its own shares at any time within the sole limitations set out by applicable law.

Any shareholder may at any time request the redemption of all or part of his shares by the Company.

Any redemption request must be filed by such shareholder in irrevocable written form (or a request evidenced by any other electronic means deemed acceptable by the Company), subject to the conditions set out in the sales documents of the Company, at the registered office of the Company or with any other person or entity appointed by the Company as its agent for redemption of shares, together with the delivery of the certificate(s) for such shares in proper form (if issued) and accompanied by proper evidence of transfer or assignment (if nominative shares). In the case of bearer shares, shareholders should at the time of making the redemption or conversion request arrange for delivery of the relevant share certificate(s) to the agent of the Company appointed for that purpose together with the relevant coupon.

The redemption price shall normally be paid not later than ten (10) bank business days after receipt of correct renunciation documentation as requested by the Company and shall be based on the Net Asset Value for the relevant class of shares as determined in accordance with the provisions of Article 23 herein. In accordance with the provisions of Article 23, the Net Asset Value may be reduced, amongst others, by any tax, any withholding taxes or any other tax liabilities including but not limited to those deriving from FATCA requirements or any breach thereof, by a redemption charge, if any, as the sales documents of the Company may provide, such price being rounded as resolved from time to time by the Board or by any deferred sales charge if such shares form part of a class in respect of which a deferred sales charge has been contemplated in the sales documents.

In addition a dilution levy may be imposed on deals as specified in the sales documents of the Company. Such dilution levy should not exceed a certain percentage of the Net Asset Value determined from time to time by the Board and disclosed in the sales documents of the Company. This dilution levy will be calculated taking into account the estimated costs, expenses and potential impact on security prices that may be incurred to meet redemption and conversion requests.

If the requests for redemption and/or conversion received for any class of shares for any specific Valuation Day (as defined below) exceed a certain amount or percentage of the Net Asset Value of such class, such amount and percentage being fixed by the Board from time to time and disclosed in the sales documents, subject to the applicable laws and regulations, the Board may defer such exceeding redemption and/or conversion requests to be dealt with to a subsequent Valuation Day in accordance with the terms of the sales documents.

The Board may extend the period for payment of redemption proceeds in exceptional circumstances to such period, as shall be necessary to repatriate proceeds of the sale of investments in the event of impediments due to exchange control regulations or similar constraints in the markets in which a substantial part of the assets of the Company shall be invested. Payment of the redemption proceeds will be effected in the reference currency of the relevant class of shares or in such other freely convertible currency as disclosed in the sales documents.

The Board may also determine the notice period, if any, required for lodging any redemption request of any specific class or classes of shares of the Company. The specific period for payment of the redemption proceeds of any class of shares of the Company and any applicable notice period as well as the circumstances of its application will be publicised in the sales documents relating to the sale of such shares.

The Board may delegate to any duly authorised Director or officer of the Company or to any other duly authorised person, the duty of accepting requests for redemption and effecting payment in relation thereto.

With the consent of the shareholder(s) concerned, the Board may (subject to the principle of equal treatment of shareholders) satisfy redemption requests in whole or in part in kind by allocating to the redeeming shareholders investments from the portfolio in value equal to the Net Asset Value attributable to the shares to be redeemed as described in the sales documents of the Company.

If required by laws or regulations such redemption will be subject to a special audit report by the approved statutory auditor of the Company confirming the number, the denomination and the value of the assets which the Board will have determined to be contributed in counterpart of the redeemed shares. This audit report will also confirm the way of determining the value of the assets which will have to be identical to the procedure of determining the Net Asset Value of the shares.

The specific costs for such redemptions in kind, in particular the costs of the special audit report, will have to be borne by the shareholder requesting the redemption in kind or by a third party, but will not be borne by the Company unless the Board considers that the redemption in kind is in the interest of the Company or made to protect the interests of the Company.

Any request for redemption shall be irrevocable except in the event of suspension of redemption pursuant to Article 22 herein. In the absence of revocation, redemption will occur as of the first Valuation Day after the end of the suspension.

Any shareholder may request conversion of all or part of his shares of one class into shares of another class at the respective Net Asset Values of the shares of the relevant class, provided that the Board may impose such restrictions between classes of shares as disclosed in the sales documents of the Company as to, among other considerations, frequency of conversion, and may make conversions subject to payment of a charge as specified in the sales documents of the Company.

The conversion request may not be accepted unless any previous transaction involving the shares to be converted has been fully settled by such shareholder.

If a redemption or conversion or sale of shares would reduce the value of the holdings of a single shareholder of shares of one class below the minimum holding amount as the Board shall determine from time to time, then such shareholder shall be deemed to have requested the redemption or conversion, as the case may be, of all his shares of such class.

Notwithstanding the foregoing, if in exceptional circumstances the liquidity of the Company is not sufficient to enable payment of redemption proceeds or conversions to be made within a ten (10) bank business day period, such payment (without interest), or conversion, will be made as soon as reasonably practicable thereafter. The Board may in its absolute discretion compulsorily redeem or convert any shareholding with a value of less than the minimum holding amount to be determined from time to time by the Board and published in the sales documents of the Company.

Shares of the Company redeemed by the Company shall be cancelled.

In the event that for a period of 30 consecutive days, for any reason, the net assets of a class of shares shall be less than the amount which the Board considers as being the minimum amount required for the existence of such class or in case the Board deems it appropriate because of changes in the economic or political situation affecting the relevant class of shares, or because it is in the best interests of the relevant shareholders, the Board may redeem all shares of the relevant class of shares at a price reflecting the anticipated realisation and liquidation costs on closing of the relevant class of shares (as determined by the Board), but with no redemption charge, or may merge that class of shares with another class of shares of the Corporation or with another Luxembourg undertakings for collective investment in transferable securities ("UCITS").

Termination of a class of shares by compulsory redemption of all shares for reasons other than those mentioned in the preceding paragraph, may be effected only upon its prior approval by the shareholders of the class of shares to be terminated, at a duly convened meeting of the shareholders of such class of shares which may be validly held without a quorum and decided by a simple majority of the votes cast by the shareholders of the relevant class of shares.

In accordance with the provisions of the 2010 Law, mergers of classes with another Luxembourg or foreign collective investment undertaking qualifying as UCITS or class thereof may be decided by the Board. The Board may however also decide to submit the decision for a merger to a meeting of shareholders of the class concerned for which no quorum is required and decisions are taken by the simple majority of the votes cast. In case of a merger of a class where, as a result, the Corporation ceases to exist, the merger needs to be decided by a meeting of shareholders where the quorum and majority requirements for changing these Articles of Incorporation are required.

The Board may decide to consolidate or split shares of a sub-class of any class. The Board may also submit the question of the consolidation of shares of a sub-class to a meeting of shareholders of such sub-class. Such meeting will resolve on the consolidation with a simple majority of the votes cast.

Liquidation proceeds not claimed by the shareholders at the close of the liquidation of a class of shares will be deposited at the Caisse de Consignation in Luxembourg. If not claimed, they shall be forfeited after 30 years."

The bureau of the Meeting having thus being validly constituted, the chairman declared and requested the notary to act that:

I. - The meeting has been duly convened by way of convening notices containing the agenda and sent to each shareholder by registered mail; evidence of which has been given to the undersigned notary.

as it appears from the copies presented to the meeting.

II. - The shareholders present or represented and the number of shares held by each of them are evidenced on an attendance list. That the list and proxies, initialled "ne varietur" by the appearing persons and the notary, shall remain here annexed to be registered with the present minutes.

III.- As appears from the said attendance list, out of the total 754,090,428.6605 issued shares, 9,972,730.6780 shares are present or represented at the Meeting.

IV.- The agenda of the meeting is the following:

Agenda

1. Amendment of the Articles to reflect new requirements of various different laws which are applicable to the Company (e.g. the Foreign Account Tax Compliance Act ("FATCA"), law on commercial companies of Luxembourg and UCITS IV directive).

2. Amendment of Article 6 of the Articles to provide that the personal data of shareholders may be transferred, according to a personal data transfer policy determined from time to time by the Board and disclosed in the sales document of the Company. Such data may be processed for the purposes of account administration, anti-money laundering and counter-terrorist financing identification, tax identification (including, but not limited to, for the purpose of compliance with the Foreign Account Tax Compliance Act, as might be amended, completed or supplemented ("FATCA")) as well as, to the extent permissible and under the conditions set forth in Luxembourg laws and regulations and any other local applicable regulations, the development of business relationships including sales and marketing of Handelsbanken-group investment products.

3. Amendment of Article 8 of the Articles in order to (i) clarify and extend the power of the Board to impose restriction on the ownership of the shares and to avoid the fund (and indirectly the shareholders) from being exposed to any adverse consequences and (ii) insert FATCA detrimental consequences as a ground to redeem compulsory shares held by a Restricted Person.

4. Amendment of Article 21 of the Articles to set out more clearly the provisions relating to the procedures and processes applicable to a redemption request and to clarify that the Net Asset Value may be reduced by, amongst others, tax and tax liabilities (including withholding taxes or those deriving from FATCA requirements) or by a redemption charge, if any;

5. Amendment of Article 23 of the Articles in order to clarify that the redemption price or the subscription price may be reduced or increased as a consequence of any fiscal considerations or penalty of a specific country to the extent that the Fund would otherwise incur any pecuniary disadvantage as a result of a shareholder having not complied with the relevant legislation of that country (e.g.FATCA); and,

6. Amendment of various articles in order to reflect that bearer shares will no longer be issued.

V. - That the items on the agenda require a quorum of the half of the issued capital and that the resolutions will be passed by a two- third majority of the vote cast.

As a result of the foregoing, the Meeting is regularly constituted and may validly deliberate on the items on the agenda.

After deliberation, the Meeting takes the following resolutions:

First resolution

The Meeting by 9,971,455.1028 votes in favour and 0 votes against and 1,275.5752 abstentions decides to amend the Articles of Association so as to reflect new requirements of various different laws which are applicable to the Company (e.g. the Foreign Account Tax Compliance Act ("FATCA"), law on commercial companies of Luxembourg and UCITS IV directive).

Second resolution

The Meeting by 9,971,455.1028 votes in favour and 0 votes against and 1,275.5752 abstentions decides to amend article 6 of the Articles to provide that the personal data of shareholders may be transferred, according to a personal data transfer policy determined from time to time by the Board and disclosed in the sales document of the Company. Such data may be processed for the purposes of account administration, anti-money laundering and counter-terrorist financing identification, tax identification (including, but not limited to, for the purpose of compliance with the Foreign Account Tax Compliance Act, as might be amended, completed or supplemented ("FATCA")) as well as, to the extent permissible and under the conditions set forth in Luxembourg laws and regulations and any other local applicable regulations, the development of business relationships including sales and marketing of Handelsbanken-group investment products.

Third resolution

The Meeting by 9,971,455.1028 votes in favour and 0 votes against and 1,275.5752 abstentions decides to amend article 8 of the Articles in order to (i) clarify and extend the power of the Board to impose restriction on the ownership of the shares and to avoid the fund (and indirectly the shareholders) from being exposed to any adverse consequences and (ii) insert FATCA detrimental consequences as a ground to redeem compulsory shares held by a Restricted Person.

Fourth resolution

The Meeting by 9,971,455.1028 votes in favour and 0 votes against and 1,275.5752 abstentions decides to amend article 21 of the Articles to set out more clearly the provisions relating to the procedures and processes applicable to a redemption request and to clarify that the Net Asset Value may be reduced by, amongst others, tax and tax liabilities (including withholding taxes or those deriving from FATCA requirements) or by a redemption charge, if any.

Fifth resolution

The Meeting by 9,971,455.1028 votes in favour and 0 votes against and 1,275.5752 abstentions decides to amend article 23 of the Articles in order to clarify that the redemption price or the subscription price may be reduced or increased as a consequence of any fiscal considerations or penalty of a specific country to the extent that the Fund would otherwise incur any pecuniary disadvantage as a result of a shareholder having not complied with the relevant legislation of that country (e.g. FATCA).

Sixth resolution

The Meeting by 9,971,455.1028 votes in favour and 0 votes against and 1,275.5752 abstentions decides to amend various articles in order to reflect that bearer shares will no longer be issued.

As a consequence of the above resolutions, the restated Articles of association will now read as follows:

Art. 1. There exists among the subscribers and all those who may become shareholders, a corporation in the form of a "société anonyme" qualifying as a "société d'investissement à capital variable" under the name of "HANDELSBANKEN FUNDS" (the "Corporation").

Art. 2. The Corporation is established for an undetermined period. The Corporation may be dissolved at any moment by a resolution of the shareholders adopted in the manner required for amendment of these Articles of Incorporation, as prescribed in Article 29 hereof.

Art. 3. The exclusive object of the Corporation is to place the funds available to it in transferable securities of all types and all other permitted assets such as referred to in Article 41 (1) of the law of 17 December 2010 regarding undertakings for collective investment or any legislative replacements or amendments thereof (the "2010 Law"), with the purpose of spreading investment risks and affording its shareholders the results of the management of its portfolio.

The Corporation may take any measures and carry out any operation which it may deem useful in the accomplishment and development of its purpose to the full extent permitted by the 2010 Law."

Art. 4. The registered office of the Corporation is established in Luxembourg City, in the Grand-Duchy of Luxembourg. If and to the extent permitted by law, it may be transferred within any other municipality of the Grand-Duchy of Luxembourg by resolution of the board of directors (the "Board"). Branches or other offices may be established either in Luxembourg or abroad by resolution of the board of directors. In the event that the Board determines that extraordinary political, economic or social developments have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Corporation at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Corporation which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg corporation.

Art. 5. The capital of the Corporation shall be represented by shares of no par value and shall at any time be equal to the total net assets of the Corporation as defined in Article 23 hereof. The minimum capital of the Corporation shall be the equivalent in U.S. Dollars to the minimum capital required by the 2010 Law.

The Board is authorized without limitation to issue further shares to be fully paid at any time at the net asset value per share or at the respective net asset value per share determined in accordance with Article 23 hereof without reserving the existing shareholders a preferential right to subscription of the shares to be issued.

The Board may delegate to any duly authorized director or officer of the Corporation or to any other duly authorized person, the duty of accepting subscriptions for delivering and receiving payment for such new shares.

Such shares may, as the Board shall determine, be of different classes and the proceeds of the issue of each class of shares shall be invested pursuant to Article 3 hereof in securities or other assets corresponding to such geographical areas, industrial sectors or monetary zones, or to such specific types of equity or debt securities, as the Board shall from time to time determine in respect of each class of shares.

The Board may further decide to create within each class of shares two or more subclasses whose assets will be commonly invested pursuant to the specific investment policy of the class concerned but where a specific sales and redemption charge structure or hedging policy, or other distinctive feature, is applied to each sub-class. If sub-classes are created, references to "classes" in these Articles of Incorporation should, where appropriate, be construed as references to such "sub-classes".

For the purpose of determining the capital of the Corporation, the net assets attributable to each class of shares shall, if not expressed in U.S.\$ be translated into U.S.\$ and the capital shall be the total net assets of all the classes of shares.

Art. 6. The Corporation may elect to issue shares in registered form. In the case of registered shares, unless a shareholder elects to obtain share certificates, he will receive instead a confirmation of his shareholding.

If a registered shareholder desires that more than one share certificate be issued for his shares, the cost of such additional certificates may be charged to such shareholder. Share certificates shall be signed by two directors. Both such signatures may be either manual, or printed, or by facsimile. However, one of such signatures may be by a person delegated to this effect by the Board. In such latter case, it shall be manual. The Corporation may issue temporary share certificates in such form as the Board may from time to time determine.

Shares may be issued only upon acceptance of the subscription and after receipt of the purchase price. The subscriber will, without undue delay, upon acceptance of the subscription and receipt of the purchase price, receive title to the shares purchased by him, and upon application, obtain delivery of definitive share certificates in registered form.

Payments of dividends will be made to shareholders, in respect of registered shares, at their address in the Register of Shareholders.

All issued shares of the Corporation shall be inscribed in the Register of Shareholders, which shall be kept by the Corporation or by one or more persons designated therefore by the Corporation and such Register shall contain the name of each holder of registered shares, his residence or elected domicile, the number of shares held by him and the amount paid in on each such share. Every transfer of a registered share shall be entered in the Register of Shareholders.

Transfer of registered shares shall be effected (a) if share certificates have been issued, upon delivering the certificate or certificates representing such shares to the Corporation along with other instruments of transfer satisfactory to the Corporation, and (b) if no share certificates have been issued, by written declaration of transfer to be inscribed in the Register of Shareholders, dated and signed by the transferor and transferee, or by persons holding suitable powers of attorney to act therefore.

The personal data of shareholders may be transferred, according to a personal data transfer policy determined from time to time by the Board and disclosed in the sales document of the Company. Such data may be processed for the purposes of account administration, anti-money laundering and counter-terrorist financing identification, tax identification (including, but not limited to, for the purpose of compliance with the Foreign Account Tax Compliance Act, as might be amended, completed or supplemented ("FATCA")) as well as, to the extent permissible and under the conditions set forth in Luxembourg laws and regulations and any other local applicable regulations, the development of business relationships including sales and marketing of Handelsbanken-group investment products.

Every registered shareholder must provide the Corporation with an address to which all notices and announcements from the Corporation may be sent. Such address will also be entered in the Register of Shareholders.

In the event that such shareholder does not provide such an address, the Corporation may permit a notice to this effect to be entered in the Register of Shareholders and the shareholder's address will be deemed to be at the registered office of the Corporation, or such other address as may be so entered by the Corporation from time to time, until another address shall be provided to the Corporation by such shareholder. The shareholder may, at any time, change his address as entered in the Register of Shareholders by means of a written notification to the Corporation at its registered office, or at such other address as may be set by the Corporation from time to time.

If payment made by any subscriber results in the issue of a share fraction, such fraction shall not be entitled to vote but shall, to the extent the Corporation shall determine as to the calculation of fractions, be entitled to dividends on a pro rata basis.

Art. 7. If any shareholder can prove to the satisfaction of the Corporation that his share certificate has been mislaid or destroyed, then, at his request, a duplicate share certificate may be issued under such conditions and guarantees, including a bond delivered by an insurance company but without restriction thereto, as the Corporation may determine. At the issuance of the new share certificate, on which it shall be recorded that it is a duplicate, the original share certificate in place of which the new one has been issued shall become void.

Mutilated shares certificates may be exchanged for new ones by order of the Corporation. The mutilated certificates shall be delivered to the Corporation and shall be annulled immediately. The Corporation may, at its election, charge the shareholder for the costs of a duplicate or for a new share certificate and all reasonable expenses undergone by the Corporation in connection with the issuance and registration thereof, or in connection with the annulment of the old share certificate.

Art. 8. The Board shall have power to impose such restrictions (other than any restrictions on transfer of shares) as it may think necessary for the purpose of ensuring that no shares in the Company are acquired or held by:

- (a) any person in breach of the law or requirement of any country or governmental authority; or
- (b) any person in circumstances which in the opinion of the Board might result in the Company (i) being exposed to or incurring adverse, regulatory, tax or fiscal (including any tax liabilities that might derive, inter alia, from any requirements imposed by FATCA or any breach thereof) consequences, and in particular if the Company may become subject to tax laws other than those of the Grand Duchy of Luxembourg (or to any other disadvantages that it or they would not have otherwise incurred or been exposed to) or (ii) suffering any pecuniary disadvantage which the Company might not otherwise have incurred or suffered (as may be further described in the sales documents of the Company).

More specifically, the Company may restrict or prevent the ownership of shares in the Company by any person, firm or corporate body targeted above ("Restricted Persons"), (comprising, without limitation any "U.S. person", as defined hereafter and/or persons subject to FATCA requirements or in breach thereof).

For such purposes the Company may:

- a) decline to issue any share or to register any transfer of any share where it appears to it that such registration would or might result in such share being directly or beneficially owned by a Restricted Person;
- b) at any time require any person whose name is entered in the Register of Shareholders to furnish it with any information, supported by affidavit, which it may consider necessary for the purpose of determining whether or not beneficial ownership of such shareholder's share rests or will rest in a Restricted Person who is precluded from holding shares in the Company; and
- c) where it appears to the Company that any Restricted Person, who is precluded from holding shares or a certain proportion of the shares in the Company, either alone or in conjunction with any other person is beneficial owner of shares, compulsorily redeem from any such shareholder all or part of shares held by such shareholder in the following manner:

(1) The Company shall or shall procure the registrar or any other authorised agent to serve a notice (hereinafter called the "redemption notice") upon the shareholder holding such shares or appearing in the Register of Shareholders as the owner of the shares to be redeemed, specifying the shares to be redeemed as aforesaid, the price to be paid for such shares, and the place at which the redemption price in respect of such share is payable. Any such notice may be served upon such shareholder by posting the same in a prepaid registered envelope addressed to such shareholder at his last address known to or appearing in the books of the Company. The said shareholder shall thereupon forthwith be obliged to deliver to the Company the share certificate or certificates (if issued) representing the shares specified in the redemption notice. Immediately after the close of business on the date specified in the redemption notice, such shareholder shall cease to be a shareholder and the shares previously held or owned by him shall be cancelled;

(2) The price at which the shares specified in any redemption notice shall be redeemed shall be the redemption price of the relevant class, determined in accordance with Article 23 herein;

(3) Payment of the redemption price will be made to the shareholder appearing as the owner thereof in the currency of denomination for the relevant class of shares and will be deposited by the Company with a bank in Luxembourg or elsewhere (as specified in the redemption notice) for payment to such person but only, if a share certificate shall have been issued, upon surrender of the share certificate or certificates representing the shares specified in such notice. Upon deposit of such price as aforesaid no person interested in the shares specified in such redemption notice shall have any further interest in such shares or any of them, or any claim against the Company or its assets in respect thereof, except

the right of the shareholder appearing as the owner thereof to receive the price so deposited (without interest) from such bank as aforesaid.

(4) The exercise by the Company of the powers conferred by this Article shall not be questioned or invalidated in any case, on the ground that there was insufficient evidence of ownership of shares by any person or that the true ownership of any shares was otherwise than appeared to the Company at the date of any redemption notice, provided that in such case the said powers were exercised by the Company in good faith; and

d) decline to accept the vote of any person who is precluded from holding shares in the Company at any meeting of shareholders of the Company.

Whenever used in these Articles, the term "U.S. person" shall have the same meaning as in Regulation S, as amended from time to time, of the United States Securities Act of 1933, as amended (the "1933 Act") or as in any other regulation or act which shall come into force within the United States of America and which shall in the future replace Regulation S of the 1933 Act. The Board may define the word "U.S. person" on the basis of these provisions and publicise this definition in the sales documents of the Company.

The Board may, from time to time, amend or clarify the aforesaid meaning.

In addition to the foregoing, the Board may restrict the issue and transfer of shares of a class to institutional investors within the meaning of the Law ("Institutional Investor(s)"), as may be amended from time to time. The Board may, at its discretion, delay the acceptance of any subscription application for shares of a class reserved for Institutional Investors until such time as the Company has received sufficient evidence that the applicant qualifies as an Institutional Investor. If it appears at any time that a holder of shares of a class reserved to Institutional Investors is not an Institutional Investor, the Board will convert the relevant shares into shares of a class which is not restricted to Institutional Investors (provided that there exists such a class with similar characteristics) and which is essentially identical to the restricted class in terms of its investment object (but, for avoidance of doubt, not necessarily in terms of the fees and expenses payable by such class), unless such holding is the result of an error of the Company or its agents, or the Board will compulsorily redeem the relevant shares in accordance with the provisions set out in this Article. The Board will refuse to give effect to any transfer of shares and consequently refuse any transfer of shares to be entered into the Register of Shareholders in circumstances where such transfer would result in a situation where shares of a class restricted to Institutional Investors would, upon such transfer, be held by a person not qualifying as an Institutional Investor.

In addition to any liability under applicable law, each shareholder who does not qualify as an Institutional Investor, and who holds shares in a class restricted to Institutional Investors, shall hold harmless and indemnify the Company, the Board, the other shareholders of the relevant class and the Company's agents for any damages, losses and expenses resulting from or connected to such holding, in circumstances where the relevant shareholder had furnished misleading or untrue documentation or had made misleading or untrue representations to wrongfully establish its status as an Institutional Investor or has failed to notify the Company of its loss of such status.

Art. 9. Any regularly constituted meeting of the shareholders of the Corporation shall represent the entire body of shareholders of the Corporation. It shall have the broadest powers to order, carry out or ratify acts relating to the operations of the Corporation.

Art. 10. The annual general meeting of shareholders shall be held, in accordance with Luxembourg law, in Luxembourg at the registered office of the Corporation, or at such other place in Luxembourg as may be specified in the notice of meeting, on the first Friday of the month of April at 2:45 p.m. If such day is not a bank business day, the annual general meeting shall be held on the next following bank business day.

If permitted by and under the conditions set forth in Luxembourg laws and regulations, the annual general meeting of shareholders may be held at a date, time or place other than those set forth in the preceding paragraph, that date, time or place to be decided by the Board.

Other meetings of shareholders may be held at such place and time as may be specified in the respective notices of meeting.

Special meetings of the shareholders of any one class or of several classes may be convened to decide on any matters relating to such one or more classes and/or to a variation of their rights.

The shareholders are authorised to cast their vote by proxy form expressed in the English language.

Any proxy form shall be delivered by hand with acknowledgment of receipt, by registered post, by special courier service using an internationally recognised courier company at the registered office of the Corporation or by fax at the fax number of the registered office of the Corporation.

Any proxy form which does not bear any of the following mentions or indications is to be considered void and shall be disregarded for quorum purposes:

- name/address or registered office of the relevant shareholder;
- total number of shares held by the relevant shareholder in the share capital of the Corporation and, if applicable, number of shares of each class of shares held by the relevant shareholder in the share capital of the Corporation;
- agenda of the general meeting;

- indication by the relevant shareholder, with respect to each of the proposed resolutions, of the number of shares for which the relevant shareholder is abstaining, voting in favour of or against such proposed resolution; and
- name, title and signature of the duly authorised representative of the relevant shareholder.

Any proxy form shall be received by the Corporation no later than 5 p.m., Luxembourg time on the Luxembourg bank business day immediately preceding the day of the general meeting of shareholders. Any proxy form received by the Corporation after such deal line shall be disregarded for quorum purposes.

Art. 11. The quorum and time limits required by law shall govern the notice for and conduct of the general meetings of shareholders of the Corporation, as well as the meetings of shareholders of a specific class convened to decide on matters which relate exclusively to such class of shares, unless otherwise provided herein.

Each share is entitled to one vote. A shareholder may act at any meeting of shareholders by appointing another person as his proxy in writing or by cable or telegram or telex or any other electronic means capable of evidencing such proxy form. Such proxy shall be valid for any reconvened meeting unless it is specifically revoked. At the Board's discretion, a shareholder may also participate at any meeting of shareholders by videoconference or any other means of telecommunication allowing to identify such shareholder. Such means must allow the shareholder to effectively act at such meeting of shareholders, the proceedings of which must be retransmitted continuously to such shareholder.

Except as otherwise required by law or as otherwise provided herein, resolutions at a meeting of shareholders duly convened will be passed by a simple majority of the votes cast. Votes cast shall not include votes in relation to shares represented at the meeting but in respect of which the shareholders have not taken part in the vote or have abstained or have returned a blank or invalid vote.

Under the conditions set forth in Luxembourg laws and regulations, the notice of any meeting of shareholders may specify that the quorum and the majority applicable for this meeting of shareholders will be determined by reference to the shares issued and in circulation at a certain date and time preceding the meeting of shareholders (the "Record Date"), whereas the rights of a shareholder to attend a meeting of shareholders and to exercise the voting rights attached to his/its/her shares will be determined by reference to the shares held by this shareholder as at the Record Date.

The Board may determine all other conditions that must be fulfilled by shareholders for them to take part in any meeting of shareholders and for proxies to be validly taken into consideration.

Art. 12. Shareholders will meet upon call by the Board, pursuant to notice setting forth the agenda sent in accordance with Luxembourg Law prior to the meeting to each shareholder at the shareholder's address in the Register of Shareholders or published in the Memorial, Recueil Spécial des Sociétés et Associations of Luxembourg and in a Luxembourg newspaper to the extent required by Luxembourg law, and in such other newspaper as the Board may decide.

Art. 13. The Corporation shall be managed by a Board composed of not less than three members; members of the Board need not be shareholders of the Corporation. The directors shall be elected by the shareholders at their general meeting for a period ending at the next annual general meeting and until their successors are elected and qualify, provided, however, that a director may be removed with or without cause and/or replaced at any time by resolution adopted by the shareholders.

In the event of a vacancy in the office of director because of death, retirement or otherwise, the remaining directors may meet and may elect, by majority vote and in the manner provided by law, a director to fill such vacancy until the next meeting of shareholders.

Art. 14. The Board shall choose from among its members a chairman, and may choose from among its members one or more vice-chairmen. It may also choose a secretary, who need not be a director, who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the Board and of the shareholders. The Board shall meet upon call by the chairman, or two directors, at the place indicated in the notice of meeting.

The chairman shall preside at all meetings of shareholders and of the Board, but in his absence the shareholders or the Board may appoint another director (and, in respect of shareholders' meetings, any other person) as chairman pro tempore by vote of the majority present at any such meeting.

Written notice of any meeting of the Board shall be given to all directors at least twenty-four hours in advance of the hour set for such meeting, except in circumstances of emergency, in which case the nature of such circumstances shall be set forth in the notice of meeting. This notice may be waived by the consent in writing or by cable or telegram or telex of each director. Separate notice shall not be required for individual meetings held at times and places prescribed in a schedule previously adopted by resolution of the Board.

Any director may act at any meeting of the Board by appointing, in writing or by cable or telegram or telex or any other electronic means capable of evidencing such proxy, another director as his proxy. Directors may also cast their vote in writing or by telefax message or any other electronic means capable of evidencing such vote.

A director may also participate at any meeting of the board of directors by telephone conference, videoconference or any other means of telecommunication allowing to identify such director. Such means must allow the director to effectively act at such meeting of the board of directors, the proceedings of which must be retransmitted continuously to such director.

The directors may only act at duly convened meetings of the Board. Directors may not bind the Corporation by their individual acts, except as specifically permitted by resolution of the Board or in accordance with article 19. Such a Board meeting held at distance by way of such communication means shall be deemed to have taken place at the registered office of the Corporation.

The Board can deliberate or act validly only if at least a majority of the directors is present or represented at a meeting of the Board. Decisions shall be taken by a majority of the votes of the directors present or represented at such meeting. In the event that in any meeting the number of votes for and against a resolution shall be equal, the chairman shall have a casting vote.

The Board may delegate its powers to conduct the daily management and affairs of the Corporation and its powers to carry out acts in furtherance of the corporate policy and purpose, to officers of the Corporation, or to any contractual party.

Officers need not be directors or shareholders of the Corporation. The officers appointed, unless otherwise stipulated in these Articles, shall have the powers and duties given to them by the Board.

Decisions may also be taken by written resolutions signed by all the directors.

Art. 15. The minutes of any meeting of the Board shall be signed by the chairman or, in his absence, by the chairman pro tempore who presided at such meeting.

Copies or extracts of such minutes which may be produced in judicial proceedings or otherwise shall be signed by the chairman, or by the secretary, or by two directors.

Art. 16. The Board is vested with the broadest powers to perform all acts of administration and disposition in the Corporation's interest. All powers not expressly reserved by law, or by the present Articles, to the general meeting of shareholders are in the competence of the Board.

The Board shall have the power to act on behalf of the Corporation in relation to all matters which are not expressly reserved to the shareholders in general meeting by these Articles and shall, without limiting the generality of the foregoing, have the power to determine the corporate and investment policy for the investments relating to each class of shares and the portfolio relating thereto based on the principle of spreading of risks, subject to such investment restrictions as may be imposed by the 2010 Law and by regulations and as may be determined by the Board.

The Board may decide that investment of the Corporation be made (i) in transferable securities and money market instruments admitted to or dealt in on a regulated market as defined by the 2010 Law, (ii) in transferable securities and money market instruments dealt in on another market in a Member State of the European Union which is regulated, operates regularly and is recognised and open to the public, (iii) in transferable securities and money market instruments admitted to official listing in Eastern and Western Europe, Africa, the American continents, Asia, Australia and Oceania, or dealt in or another market in the countries referred to above, provided that such market is regulated, operates regularly and is recognised and open to the public, (iv) in recently issued transferable securities and money market instruments provided the terms of the issue provide that application be made for admission to official listing in any of the stock exchanges or other regulated markets referred to above and provided that such admission is secured within one year of the issue, as well as (v) in any other securities, instruments or other assets within the restrictions as shall be set forth by the board of directors in compliance with applicable laws and regulations and disclosed in the sales documents of the Corporation.

The Board of the Corporation may decide to invest up to one hundred per cent of the total net assets of each class of shares of the Corporation in different transferable securities and money market instruments issued or guaranteed by any Member State of the European Union, its local authorities, by a non-Member State of the European Union, as acceptable by the Luxembourg supervisory authority and disclosed in the sales documents of the Corporation (such as, but not limited to, a member State of the Organisation for Economic Cooperation and Development, Singapore or Brazil) or by public international bodies of which one or more of such Member States of the European Union are members, provided that in the case where the Corporation decides to make use of this provision it must hold, on behalf of the class of shares concerned, securities from at least six different issues and securities from any one issue may not account for more than thirty per cent of such class' total net assets.

The Board may decide that investments of the Corporation be made in financial derivative instruments, including equivalent cash settled instruments, dealt in on a regulated market as referred to in the 2010 Law and/ or financial derivative instruments dealt in over-the-counter provided that, among others, the underlying consists of instruments covered by Article 41 (1) of the 2010 Law, financial indices, interest rates, foreign exchange rates or currencies, in which the Corporation may invest according to its investment objectives as disclosed in its sales documents.

The Board may decide that investments of a class of shares be made with the aim to replicate a certain stock or bond index provided that the relevant index is recognised by the Luxembourg supervisory authority on the basis that it is sufficiently diversified, represents an adequate benchmark for the market to which it refers and is published in an appropriate manner.

Under the conditions set forth in Luxembourg laws and regulations, the Board may, at any time it deems appropriate and to the widest extent permitted by applicable Luxembourg laws and regulations, but in accordance with the provisions set forth in the offering documents of the Corporation, (i) create any class qualifying either as a feeder UCITS or as a

master UCITS, (ii) convert any existing class into a feeder UCITS class or (iii) change the master UCITS of any of its feeder UCITS classes.

Any class may, to the widest extent permitted by and under the conditions set forth in applicable Luxembourg laws and regulations, but in accordance with the provisions set forth in the offering documents of the Corporation, subscribe, acquire and/or hold shares to be issued or issued by one or more classes. In such case and subject to conditions set forth in applicable Luxembourg laws and regulations, the voting rights, if any, attaching to these shares are suspended for as long as they are held by the class concerned. In addition and for as long as these shares are held by a class, their value will not be taken into consideration for the calculation of the net assets of the Corporation for the purposes of verifying the minimum threshold of the net assets imposed by the 2010 Law.

The Corporation will not invest more than 10% of the net assets of any class of shares in undertakings for collective investment as defined in Article 41 (1) (e) of the 2010 Law unless otherwise specified for a specific class of shares in the sales documents of the Corporation.

Art. 17. No contract or other transaction between the Corporation and any other corporation or firm shall be affected or invalidated by the fact that any one or more of the directors or officers of the Corporation is interested in, or is a director, associate, officer or employee of such other corporation or firm. Any director or officer of the Corporation who serves as a director, officer or employee of any corporation or firm with which the Corporation shall contract or otherwise engage in business shall not, by reason of such affiliation with such other corporation or firm be prevented from considering and voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

In the event that any director or officer of the Corporation may have any personal interest in any transaction of the Corporation, such director or officer shall make known to the Board such personal interest and shall not consider or vote on any such transaction, and such transaction, and such director's or officer's interest therein, shall be reported to the next succeeding meeting of shareholders. This paragraph shall not apply where the decision of the board relates to current operations entered into under normal conditions.

The term "personal interest", as used in the preceding sentence, shall not include any relationship with or interest in any matter, position or transaction involving Svenska Handelsbanken, any subsidiary or affiliate thereof or such other corporation or entity as may from time to time be determined by the Board in its discretion, unless such "personal interest" is considered to be conflictual according to applicable laws and regulations.

Art. 18. The Corporation may indemnify any director or officer, and his heirs, executors and administrators, against expenses reasonably incurred by him in connection with any action, suit or proceeding to which he may be made a party by reason of his being or having been a director or officer of the Corporation or, at its request, of any other corporation of which the Corporation is a shareholder or creditor and from which he is not entitled to be indemnified, except in relation to matters as to which he shall be finally adjudged in such action, suit or proceeding to be liable for gross negligence or misconduct.

Art. 19. The Corporation will be bound by the joint signature of any two directors or by the individual signature of any duly authorized officer of the Corporation or by the individual signature of any other person to whom authority has been delegated by the Board.

Art. 20. The Corporation shall appoint an independent auditor ("réviseur d'entreprises agréé") who shall carry out the duties prescribed by Article 154 of the 2010 Law. The independent auditor shall be elected by the annual general meeting of shareholders and serve until its successor shall have been elected.

Art. 21. As is more specifically prescribed herein below the Company has the power to redeem its own shares at any time within the sole limitations set out by applicable law.

Any shareholder may at any time request the redemption of all or part of his shares by the Company.

Any redemption request must be filed by such shareholder in irrevocable written form (or a request evidenced by any other electronic means deemed acceptable by the Company), subject to the conditions set out in the sales documents of the Company, at the registered office of the Company or with any other person or entity appointed by the Company as its agent for redemption of shares, together with the delivery of the certificate(s) for such shares in proper form (if issued) and accompanied by proper evidence of transfer or assignment (if nominative shares). In the case of bearer shares, shareholders should at the time of making the redemption or conversion request arrange for delivery of the relevant share certificate(s) to the agent of the Company appointed for that purpose together with the relevant coupon.

The redemption price shall normally be paid not later than ten (10) bank business days after receipt of correct renunciation documentation as requested by the Company and shall be based on the Net Asset Value for the relevant class of shares as determined in accordance with the provisions of Article 23 herein. In accordance with the provisions of Article 23, the Net Asset Value may be reduced, amongst others, by any tax, any withholding taxes or any other tax liabilities including but not limited to those deriving from FATCA requirements or any breach thereof, by a redemption charge, if any, as the sales documents of the Company may provide, such price being rounded as resolved from time to time by the Board or by any deferred sales charge if such shares form part of a class in respect of which a deferred sales charge has been contemplated in the sales documents.

In addition a dilution levy may be imposed on deals as specified in the sales documents of the Company. Such dilution levy should not exceed a certain percentage of the Net Asset Value determined from time to time by the Board and disclosed in the sales documents of the Company. This dilution levy will be calculated taking into account the estimated costs, expenses and potential impact on security prices that may be incurred to meet redemption and conversion requests. If the requests for redemption and/or conversion received for any class of shares for any specific Valuation Day (as defined below) exceed a certain amount or percentage of the Net Asset Value of such class, such amount and percentage being fixed by the Board from time to time and disclosed in the sales documents, subject to the applicable laws and regulations, the Board may defer such exceeding redemption and/or conversion requests to be dealt with to a subsequent Valuation Day in accordance with the terms of the sales documents.

The Board may extend the period for payment of redemption proceeds in exceptional circumstances to such period, as shall be necessary to repatriate proceeds of the sale of investments in the event of impediments due to exchange control regulations or similar constraints in the markets in which a substantial part of the assets of the Company shall be invested. Payment of the redemption proceeds will be effected in the reference currency of the relevant class of shares or in such other freely convertible currency as disclosed in the sales documents.

The Board may also determine the notice period, if any, required for lodging any redemption request of any specific class or classes of shares of the Company. The specific period for payment of the redemption proceeds of any class of shares of the Company and any applicable notice period as well as the circumstances of its application will be publicised in the sales documents relating to the sale of such shares.

The Board may delegate to any duly authorised Director or officer of the Company or to any other duly authorised person, the duty of accepting requests for redemption and effecting payment in relation thereto.

With the consent of the shareholder(s) concerned, the Board may (subject to the principle of equal treatment of shareholders) satisfy redemption requests in whole or in part in kind by allocating to the redeeming shareholders investments from the portfolio in value equal to the Net Asset Value attributable to the shares to be redeemed as described in the sales documents of the Company.

If required by laws or regulations such redemption will be subject to a special audit report by the approved statutory auditor of the Company confirming the number, the denomination and the value of the assets which the Board will have determined to be contributed in counterpart of the redeemed shares. This audit report will also confirm the way of determining the value of the assets which will have to be identical to the procedure of determining the Net Asset Value of the shares.

The specific costs for such redemptions in kind, in particular the costs of the special audit report, will have to be borne by the shareholder requesting the redemption in kind or by a third party, but will not be borne by the Company unless the Board considers that the redemption in kind is in the interest of the Company or made to protect the interests of the Company.

Any request for redemption shall be irrevocable except in the event of suspension of redemption pursuant to Article 22 herein. In the absence of revocation, redemption will occur as of the first Valuation Day after the end of the suspension. Any shareholder may request conversion of all or part of his shares of one class into shares of another class at the respective Net Asset Values of the shares of the relevant class, provided that the Board may impose such restrictions between classes of shares as disclosed in the sales documents of the Company as to, among other considerations, frequency of conversion, and may make conversions subject to payment of a charge as specified in the sales documents of the Company.

The conversion request may not be accepted unless any previous transaction involving the shares to be converted has been fully settled by such shareholder.

If a redemption or conversion or sale of shares would reduce the value of the holdings of a single shareholder of shares of one class below the minimum holding amount as the Board shall determine from time to time, then such shareholder shall be deemed to have requested the redemption or conversion, as the case may be, of all his shares of such class.

Notwithstanding the foregoing, if in exceptional circumstances the liquidity of the Company is not sufficient to enable payment of redemption proceeds or conversions to be made within a ten (10) bank business day period, such payment (without interest), or conversion, will be made as soon as reasonably practicable thereafter. The Board may in its absolute discretion compulsorily redeem or convert any shareholding with a value of less than the minimum holding amount to be determined from time to time by the Board and published in the sales documents of the Company.

Shares of the Company redeemed by the Company shall be cancelled.

In the event that for a period of 30 consecutive days, for any reason, the net assets of a class of shares shall be less than the amount which the Board considers as being the minimum amount required for the existence of such class or in case the Board deems it appropriate because of changes in the economic or political situation affecting the relevant class of shares, or because it is in the best interests of the relevant shareholders, the Board may redeem all shares of the relevant class of shares at a price reflecting the anticipated realisation and liquidation costs on closing of the relevant class of shares (as determined by the Board), but with no redemption charge, or may merge that class of shares with another class of shares of the Corporation or with another Luxembourg undertakings for collective investment in transferable securities ("UCITS").

Termination of a class of shares by compulsory redemption of all shares for reasons other than those mentioned in the preceding paragraph, may be effected only upon its prior approval by the shareholders of the class of shares to be terminated, at a duly convened meeting of the shareholders of such class of shares which may be validly held without a quorum and decided by a simple majority of the votes cast by the shareholders of the relevant class of shares.

In accordance with the provisions of the 2010 Law, mergers of classes with another Luxembourg or foreign collective investment undertaking qualifying as UCITS or class thereof may be decided by the Board. The Board may however also decide to submit the decision for a merger to a meeting of shareholders of the class concerned for which no quorum is required and decisions are taken by the simple majority of the votes cast. In case of a merger of a class where, as a result, the Corporation ceases to exist, the merger needs to be decided by a meeting of shareholders where the quorum and majority requirements for changing these Articles of Incorporation are required.

The Board may decide to consolidate or split shares of a sub-class of any class. The Board may also submit the question of the consolidation of shares of a sub-class to a meeting of shareholders of such sub-class. Such meeting will resolve on the consolidation with a simple majority of the votes cast.

Liquidation proceeds not claimed by the shareholders at the close of the liquidation of a class of shares will be deposited at the Caisse de Consignation in Luxembourg. If not claimed, they shall be forfeited after 30 years.

Art. 22. The Net Asset Value of shares in the Corporation shall be determined as to the shares of each class of shares by the Corporation from time to time, but in no instance less than twice monthly, as the Board by regulation may direct (every such day or time for determination of Net Asset Value being referred to herein as a "Valuation Date") and as disclosed in the sales documents, provided that in any case where any Valuation Date would fall on a day observed as a holiday by banks in Luxembourg, such Valuation Date shall then be the next bank business day following such holiday. The Corporation may suspend the determination of the Net Asset Value of shares of any particular class of shares and the issue and redemption of its shares from its shareholders as well as conversion from and to shares of each class of shares:

(a) during any period when any of the principal stock exchanges or organized markets on which any substantial portion of the investments of the Corporation attributable to such class of shares from time to time are quoted or dealt in is closed otherwise than for ordinary holidays, or during which dealings therein are restricted or suspended;

(b) in case of the existence of any state of affairs which constitutes an emergency as a result of which disposals or valuation of assets owned by the Corporation attributable to such class of shares would be impracticable; or

(c) during any breakdown in the means of communication normally employed in determining the price or value of any of the investments of such class of shares or the current price or values on any stock exchange in respect of the assets attributable to such class of shares cannot reasonably be promptly and accurately ascertained;

(d) during any period when the Corporation is unable to repatriate funds for the purpose of making payments on the redemption of the shares of such class or during which any transfer of funds involved in the realisation or acquisition of investments or payments due on redemption of shares cannot in the opinion of the directors be effected at normal rates of exchange;

(e) in case of a decision to liquidate the Corporation or a class hereof on or after the day of publication of the first notice convening the general meeting of shareholders for this purpose, respectively the notice provided for in Article 21;

(f) if the Board has determined that there has been a material change in the valuations of a substantial proportion of the investments of the Corporation attributable to a particular class of shares in the preparation or use of a valuation or the carrying out of a later or subsequent valuation;

(g) during any other circumstance or circumstances where a failure to do so might result in the Corporation or its shareholders incurring any liability to taxation or suffering other pecuniary disadvantages or any other detriment which the Corporation or its shareholders might so otherwise have suffered;

(h) during any period when the determination of the net asset value per share of and/or the redemptions in the underlying investment funds representing a material part of the assets of the relevant class is suspended; or

(i) provided that any such suspension is justified for the protection of the shareholders in accordance with the provisions on mergers of the 2010 Law, the Corporation may temporarily suspend the subscription, the conversion or the repurchase of shares of the class concerned by the merger or of the Corporation.

The Corporation shall suspend the issue and redemption of shares forthwith upon the occurrence of an event causing it to enter into liquidation or upon the order of the Luxembourg supervisory authority. Shareholders having requested redemption or conversion of their Shares shall be notified of any such suspension within seven days of their request and will be promptly notified of the termination of such suspension.

The suspension as to any class will have no effect on the calculation of Net Asset Value and the issue, redemption and conversion of the shares of any other class of shares."

Art. 23. The Net Asset Value of shares of each class of shares in the Company shall be expressed in the reference currency of the relevant class (and/or in such other currencies as the Board shall from time to time determine) as a per share figure and shall be determined in respect of any Valuation Day by dividing the net assets of the Company corres-

ponding to each class of shares, being the value of the assets of the Company corresponding to such class less the liabilities attributable to such class, by the number of shares of the relevant class outstanding.

The subscription and redemption price of a share of each class shall be expressed in the reference currency of the relevant class (and/or in such other currencies as the Board shall from time to time determine) as a per share figure and shall be determined in respect of any Valuation Day and based on the Net Asset Value per share of that class calculated in respect of such Valuation Day. The subscription and redemption prices shall be the Net Asset Value, increased or reduced (as appropriate and subject to all applicable laws and regulations,) by amounts, as the Board or its delegate may deem appropriate and as disclosed in the sales documents of the Company, reflecting, among other considerations, any commissions, charges and roundings as well as dealing charges including any dealing spreads, fiscal charges and potential market impact resulting from shareholders' transactions. More particularly, the redemption price or the subscription price may be reduced or increased, as described in the sales document of the Company, as a consequence of any fiscal considerations or penalty of a specific country to the extent that the Company would otherwise incur any pecuniary disadvantage as a result of the relevant Shareholders having not complied with the relevant legislation of this country (such as FATCA). The subscription and redemption price shall be rounded upwards and downwards respectively to the number of decimals as shall be determined from time to time by the Board. When exercising the power to adjust the subscription and redemption prices as aforementioned, the Board shall act reasonably and in good faith.

If an equalisation account is being operated an equalisation amount is payable.

The valuation of the Net Asset Value of the different classes of shares shall be made in the following manner:

A. The assets of the Corporation shall be deemed to include:

- (a) all cash on hand or on deposit, including any interest accrued thereon;
- (b) all bills and demand notes and accounts receivable (including proceeds of securities sold but not delivered);
- (c) all bonds, time notes, shares, stock, debenture stocks, subscription rights, warrants, options and other investments and securities owned or contracted for by the Corporation;
- (d) all stock, stock dividends, cash dividends and cash distributions receivable by the Corporation (provided that the Corporation may make adjustments with regard to fluctuations in the market value of securities caused by trading ex-dividends, ex-rights, or by similar practices);
- (e) all interest accrued on any interest-bearing securities owned by the Corporation except to the extent that the same is included or reflected in the principal amount of such security;
- (f) the preliminary expenses of the Corporation insofar as the same have not been written off, and;
- (g) all other assets of every kind and nature, including prepaid expenses.
- (h) The value of such assets shall be determined as follows:
 - 1) The value of any cash on hand or on deposit, bills and demand notes and accounts receivable, prepaid expenses, cash dividends and interest declared or accrued as aforesaid and not yet received shall be deemed to be the full amount thereof, unless in any case the same is unlikely to be paid or received in full in which case the value thereof shall be arrived at after making such discount as the Corporation may consider appropriate in such case to reflect the true value thereof.
 - 2) The value of securities and/or financial derivative instruments which are quoted or dealt in on any stock exchange is based on the last available price and, if appropriate, on the average price on the stock exchange which is normally the principal market of such securities and/or financial derivative instruments.
 - 3) The value of securities and/or financial derivative instruments dealt in on an other organized market shall be valued in a manner as similar as possible to that provided for quoted securities and/or financial derivative instruments.
 - 4) In the event that any of the securities held in the Corporation's portfolio on the relevant day are not quoted or dealt in on any stock exchange or other organized market or if, with respect to securities quoted or dealt in on any stock exchange or dealt in on an other organized market, the price as determined pursuant to sub-paragraphs 2) or 3) is not representative of the fair market value of the relevant securities, the value of such securities will be determined based on the reasonably foreseeable sales price determined prudently and in good faith.
 - 5) The financial derivative instruments which are not listed on any official stock exchange or traded on any other regulated market will be valued in a reliable and verifiable manner on a daily basis and verified by a competent professional appointed by the Corporation in accordance with market practice.
 - 6) Units or shares in open-ended investment funds shall be valued at their last available net asset value reduced by any applicable redemption charge.
 - 7) The value of money market instruments are valued:
 - market value plus any accrued interest for instruments having, at the moment of their acquisition by the Fund, an initial or remaining maturity of more than 12 months, until the instruments have a remaining maturity of less than 12 months at which time they will move to an amortised cost basis plus accrued interest, and
 - on an amortised cost basis plus accrued interest for instruments having, at the moment of their acquisition by the Fund, an initial or remaining maturity of less than 12 months;
 - 8) The swap transactions will be consistently valued based on a calculation of the net present value of their expected cash flows.

In the event that the above mentioned calculation methods are inappropriate or misleading, the Board may adjust the value of any investment or permits another method of valuation to be used for the assets of the Corporation;

In circumstances where the interests of the Corporation or its shareholders so justify (avoidance of market timing practices, for example), the Board may take any appropriate measures, such as applying a fair-value pricing methodology to adjust the value of the Corporation's assets as further described in the sales document of the Corporation.

B. The liabilities of the Corporation shall be deemed to include:

(a) all loans, bills and accounts payable;

(b) all administrative expenses due or accrued including all fees payable to Investment Manager, the Custodian and any other representatives and agents of the Corporation the cost of its incorporation and registration with regulatory authorities, as well as legal, audit, management, custodial, paying agency and corporate and central administration agency fees and expenses, the cost of legal publications, sales documents, financial reports and other documents made available to shareholders, marketing and advertisement expenses and generally any other expenses arising from the administration of the Corporation;

(c) all known liabilities, present and future, including all matured contractual obligations for payments of money or property, including the amount of any unpaid dividends declared by the Corporation where the Valuation Date falls on the record date for determination of the person entitled thereto or is subsequent thereto;

(d) an appropriate provision for future taxes based on capital and income to the Valuation Date, as determined from time to time by the Corporation, and other reserves if any authorized and approved by the Board and;

(e) all other liabilities of the Corporation of whatsoever kind and nature. In determining the amount of such liabilities the Corporation may calculate administrative and other expenses of a regular or recurring nature on an estimated figure for yearly or other periods in advance, and may accrue the same in equal proportions over any such period.

C. There shall be established a pool of assets for each class of shares in the following manner:

(a) The proceeds from the issue of each class of shares shall be applied in the books of the Corporation to the pool of assets established for that class of shares, and the assets and liabilities and income and expenditure attributable thereto shall be applied to such pool subject to the provisions of this article;

(b) Where any asset is derived from another asset, such derivative asset shall be applied in the books of the company to the same pool as the assets from which it was derived and on each revaluation of an asset, the increase or diminution in value shall be applied to the relevant pool;

(c) Where the Corporation incurs a liability which relates to any asset of a particular pool or to any action taken in connection with an asset of a particular pool, such liability shall be allocated to the relevant pool;

(d) In the case where any asset or liabilities of the Corporation cannot be considered as being attributable to a particular pool, such asset or liability shall be allocated to all the pools prorata to the net asset values of the relevant class of shares, or, as may be indicated by the directors, after consultation of the auditor in a way considered to be fair and reasonable, having regard to all relevant circumstances; provided that the liabilities shall be segregated on a class by class basis with third party creditors having due recourse only to the assets of the class of shares concerned.

(e) Upon the record date for determination of the person entitled to any dividend declared on any class of shares, the Net Asset Value of such class of shares shall be reduced by the amount of such dividends.

If there have been created, as more fully described in Article 5 hereof, within the same class of shares two or several sub-classes, the allocation rules set out above shall apply, mutatis mutandis, to such sub-classes.

D. For the purpose of this Article:

(a) shares of the Corporation to be redeemed under Article twenty-one hereof shall be treated as existing and taken into account until immediately after the close of business on the Valuation Date referred to in this Article, and from such time and until paid the price therefore shall be deemed to be a liability the Corporation;

(b) all investments, cash balances and other assets of the Corporation not expressed in the currency in which the Net Asset Value of any class of shares is denominated, shall be valued after taking into account the market rate or rates of exchange in force at the date and time for determination of the asset value of shares and;

(c) effect shall be given on any Valuation Date to any purchases or sales of securities contracted for by the Corporation on such Valuation Date, to the extent practicable.

E. Pooling

The Board may invest and manage all or any part of the pools of assets established for two or more classes of shares (hereafter referred to as "Participating Funds") on a pooled basis where it is appropriate with regard to their respective investment sectors to do so. Any such enlarged asset pool ("Asset Pool") shall first be formed by transferring to it cash or (subject to the limitations mentioned below) other assets from each of the Participating Funds. Thereafter the directors may from time to time make further transfers to the Asset Pool. They may also transfer assets from the Asset Pool to a Participating Fund, up to the amount of the participation of the Participating Fund concerned. Assets other than cash may be allocated to an Asset Pool only where they are appropriate to the investment sector of the Asset Pool concerned.

The assets of the Asset Pool to which each Participating Fund shall be entitled, shall be determined by reference to the allocations and withdrawals of assets by such Participating Fund and the allocation and withdrawals made on behalf of the other Participating Funds.

Dividends, interests and other distributions of an income nature received in respect of the assets in an Asset Pool will be immediately credited to the Participating Funds, in proportion to their respective entitlements to the assets in the Asset Pool at the time of receipt.

Art. 24. Whenever the Corporation shall offer shares for subscription, the price per share at which such shares shall be offered and sold, shall be based on the Net Asset Value, as hereinabove defined, for the relevant class of shares increased by notional dealing charges of not in excess of 1 per cent (if and to the extent the Board so decides in respect of all subscribers) and any remuneration to agents active in the placing of the shares shall be paid out of the sales charge (which shall not exceed such amount as may be permitted by all applicable laws), added thereto. The price so determined (the "Offer Price") shall be payable within a period as determined by the directors which shall not exceed seven business days after the date on which the Shares were allotted. The Offer Price may, upon approval of the Board, and subject to all applicable laws, be paid in kind by contributing to the Corporation securities acceptable to the Board, consistent with the investment policy and investment restrictions of the Corporation.

The Board may also apply a dilution adjustment as disclosed in the sales documents of the Corporation.”.

Art. 25. The Corporation shall enter into a custodian agreement with a bank which shall satisfy the requirements of the 2010 Law (the "Custodian"). All securities and cash of the Corporation are to be held by or to the order of the Custodian who shall assume towards the Corporation and its shareholders the responsibilities provided by law.

In the event of the Custodian desiring to retire the Board shall use their best endeavours to find a bank to act as Custodian and upon doing so the Board shall appoint such Corporation to be Custodian in place of the retiring Custodian. The Board may terminate the appointment of the Custodian, but shall not remove the Custodian unless and until a successor Custodian shall have been appointed in accordance with this provision to act in the place thereof.

The Corporation shall enter into investment management agreements with one or more affiliates of the Handelsbanken Group for the management of the assets of the Corporation and assist it with respect to its portfolio selection. Under such agreement, the manager will manage the Corporation's portfolio investments, advise the Corporation on and assist it with respect to such portfolio investments.

Art. 26. The accounting year of the Corporation shall begin on the first of January and shall terminate on the thirty-first of December of each year.

The accounts of the Corporation shall be expressed in U.S. Dollar. When there shall be different classes as provided for in Article 5 hereof, and if the accounts within such classes are expressed in different currencies, such accounts shall be translated into and added together for the purpose of the determination of the accounts of the Corporation.

Art. 27. The general meeting of shareholders shall, upon the proposal of the Board in respect of each class of shares, determine how the annual profits and any other distributions shall be disposed of.

Any resolution of a general meeting of shareholders deciding on whether or not dividends are distributed to the shares of any class shall, in addition, be subject to a prior vote, at the majority set forth above, of the shareholders of such class.

Interim dividends may, subject to such further conditions as set forth by law, be paid out on the shares of any class of shares out of the assets attributable to the pool of assets relating to such class of shares upon decision of the Board.

The dividends declared will normally be paid in the currency in which the relevant class of shares is expressed or, exceptionally, in such other currency and at such places and times as shall be determined by the Board.

Dividends may further, in respect, of any class of shares, include an allocation from an equalization account which may be maintained in respect of any such class and which, in such event, will, in respect of such class be credited upon issue of shares and debited upon redemption of shares, in an amount calculated by reference to the accrued income attributable to such shares.

The Board may, as regards registered shares, decide that dividends be automatically reinvested for any class of shares unless a shareholder entitled to receive cash distribution elects to receive payment of dividends. However, no dividends will be distributed if their amount is below an amount to be decided by the Board from time to time and published in the offering documents of the Corporation. Such amount will automatically be reinvested.

Art. 28. In the event of a dissolution of the Corporation, liquidation shall be carried out by one or several liquidators (who may be physical persons or legal entities) named by the meeting of shareholders effecting such dissolution and which shall determine their powers and their compensation. The net proceeds of liquidation corresponding to each class of shares shall be distributed by the liquidators to the shareholders of each class in proportion of their holding of shares in such class.

Art. 29. These Articles of Incorporation may be amended from time to time by a meeting of shareholders, subject to the quorum and voting requirements provided by the laws of Luxembourg. Any amendment affecting the rights of the shareholders of any class vis-à-vis those of any other class shall be subject, further to the said quorum and majority requirements in respect of each such relevant class.

Art. 30. All matters not governed by these Articles of Incorporation shall be determined in accordance with the law of August tenth, nineteen hundred and fifteen on commercial companies as well as to the 2010 Law, as such laws have been or may be amended from time to time.»

Expenses

The expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever, which shall be borne by the company as a result of the present deed, are estimated at approximately one thousand three hundred Euros (EUR 1,300.-).

There being no further business on the agenda, the meeting is thereupon closed at 11.30 a.m.

The document having been read to the meeting, the members of the board of the meeting, all of whom are known to the notary by their names, surnames, civil status and residences, signed together with us, the notary, the present original deed, no shareholder expressing the wish to sign.

Signé: R.HOYLAERTS, I.BODELET, O.KOCH, J.ELVINGER.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils le 7 novembre 2014. Relation: LAC/2014/52174. Reçu soixante quinze euros (EUR 75,-)

Le Receveur (signé): I. THILL.

Référence de publication: 2014178533/853.

(140204683) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 novembre 2014.

Velvet Lux Holding S.A., Société Anonyme.

Capital social: EUR 31.000,00.

Siège social: L-1651 Luxembourg, 11, avenue Guillaume.

R.C.S. Luxembourg B 172.528.

DISSOLUTION

L'an deux mille quatorze, le trente et un octobre.

Par-devant Nous, Maître Léonie GRETHEN, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

A COMPARU:

RUSSA INVESTMENTS S.A., une société anonyme constituée selon la loi des British Virgin Islands, enregistrée sous le numéro BC No. 1691282, dont le siège social est situé au (B.V.I.) LTD., OMC Chambers, Wickhams Cay 1, Road Town, Tortola, British Virgin Islands, (le "Mandant")

ici représentée par Maître Alexandre Quenouille, avocat, avec adresse professionnelle à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé le 27 octobre 2014. (le "Mandataire"),

laquelle procuration, après avoir été signée "ne varietur" par la partie comparante et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être soumise à la formalité de l'enregistrement.

Le Mandant, représenté comme ci-avant, a déclaré et a requis le notaire d'acter ce qui suit:

I. Velvet Lux Holding S.A. (la "Société"), une société anonyme de droit Luxembourgeois ayant son siège social au L-1651 Luxembourg, 11 Avenue Guillaume, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, Section B sous le numéro B 172528 a été constituée suivant acte reçu par Maître Marc Loesch, notaire de résidence à Mondorf-les-Bains, en date du 31 octobre 2012 publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, Numéro 2953 le 05 décembre 2012;

II. Le capital social émis de la Société est actuellement de trente et un mille euros (31.000,- EUR) entièrement libéré et représenté par trois cent dix (310,-) actions nominatives d'une valeur nominale de cent euros (100,- EUR) chacune;

III. Le Mandant déclare avoir parfaite connaissance des statuts et de la situation financière de la Société;

IV. Le Mandant est propriétaire de l'ensemble des actions de la Société et, en tant qu'actionnaire unique, déclare expressément procéder à la dissolution de la Société;

V. Le Mandant déclare au vu du bilan du 28 octobre 2014 que l'ensemble des dettes de la Société ont été réglées ou dûment provisionnées et qu'il a reçu ou recevra tous les actifs de la Société, et reconnaît qu'il sera tenu de l'ensemble des obligations existantes (le cas échéant) de la Société après sa dissolution;

VI. L'activité de la Société a cessé; le Mandant est investi de tout l'actif à sa valeur de marché et il répondra personnellement de tous les engagements de la Société, même inconnus à l'heure actuelle, de la même manière que celle-ci y était tenue; par conséquent la liquidation de la Société est à considérer comme clôturée.

VII. Décharge pleine et entière est accordée par le Mandant à l'administrateur unique et au commissaire aux comptes de la Société pour l'exécution de leurs mandats jusqu'à ce jour;

VIII. Il sera procédé à l'annulation du registre des actionnaires et des actions de la Société;

IX. Les livres et comptes de la Société seront conservés pendant cinq ans dans les bureaux de BouvyMeyer, avocats à la Cour, situés au 11, avenue Guillaume, L-1650 Luxembourg.

Toutefois, aucune confusion de patrimoine entre la société dissoute et l'avoir social de, ou remboursement à, l'actionnaire unique ne pourra se faire avant le délai de trente jours (article 69 (2) de la loi sur les sociétés commerciales) à compter de la publication du présent acte et sous réserve qu'aucun créancier de la Société présentement dissoute et liquidée n'aura exigé la constitution de sûretés.

Frais

Les frais, dépenses, rémunérations et charges sous quelque forme que ce soit, incombant à la Société et mis à sa charge à raison des présentes, sont évalués à la somme de mille euros (EUR 1.000,-).

Déclaration

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, les jour, mois et an qu'en tête des présentes.

Lecture faite et interprétation donnée au mandataire de la personne comparante, connue du notaire par son nom et prénom, état et demeure, il a signé avec Nous notaire, le présent acte.

Signé: Quenouille, GRETHEN.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 4 novembre 2014. Relation: LAC/2014/51632. Reçu soixante-quinze euros (75,00 €).

Le Receveur (signé): Irène Thill.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial C.

Luxembourg, le 13 novembre 2014.

Référence de publication: 2014176588/58.

(140201723) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 novembre 2014.

ZC Invest S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5753 Frisange, 47, Parc de Lesigny.

R.C.S. Luxembourg B 145.118.

L'an deux mille quatorze, le quatre novembre.

Par-devant Maître Patrick SERRES, notaire de résidence à Remich (Grand-Duché de Luxembourg).

A comparu:

Monsieur Jérôme HEINEN, géomètre, demeurant à B-4053 Embourg, 41, rue de Henné.

Le comparant déclare être le seul et unique associé de la société à responsabilité limitée ZC Invest S.à r.l., ayant son siège social à L-5753 Frisange, 47, Parc de Lesigny, constituée suivant acte notarié du 03 mars 2009, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 684 du 30 mars 2009.

Le capital social est fixé à douze mille cinq cents euros (12.500.- EUR), divisé en cent (100) parts sociales de cent vingt-cinq euros (125.- EUR) chacune.

Le comparant, agissant en sa qualité d'associé unique de la société, a requis le notaire instrumentant de documenter ainsi qu'il suit ses résolutions, prises chacune séparément, et sur ordre du jour conforme:

Résolution unique

L'associé unique décide d'élargir l'objet social de la Société et de modifier l'article 2 des statuts de la Société pour lui donner à l'avenir la teneur suivante:

« **Art. 2.** La Société a pour objet la gestion de projets de constructions, l'activité de coordinateur de chantiers ainsi que l'aide technique et la surveillance de chantier. La société a également pour objet l'organisation et la production d'événements (incentives) en rapport avec l'automobile, la location de véhicules de course ou de sport.

Elle a encore pour objet la facturation de prestations de services/management auprès d'autres entreprises.

La Société a en outre pour objet l'accomplissement de toutes prestations de services administratifs et commerciaux au sens large pour compte de tiers tant sur le plan national ou international.

Elle peut s'intéresser par toutes voies dans toutes affaires, entreprises et sociétés ayant un objet identique, similaire et annexe.

La Société pourra également effectuer toutes opérations se rapportant directement ou indirectement à la prise de participations sous quelque forme que ce soit, dans toute entreprise, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de ces participations.

Elle pourra notamment employer ses fonds à la création, à la gestion, au développement, à la mise en valeur et à la liquidation d'un portefeuille se composant de tous titres et brevets de toute origine, participer à la création, au développement et au contrôle de toute entreprise, acquérir par voie d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toute autre manière, tous titres et brevets, les réaliser par voie de vente, de cession, d'échange ou autrement, faire mettre en valeur ces affaires et brevets.

Elle pourra emprunter sous quelque forme que ce soit. Elle pourra, dans les limites fixées par la loi du 10 août 1915, accorder à toute société du groupe ou à tout actionnaire tous concours, prêts, avances ou garanties. Dans le cadre de son activité, la Société pourra accorder hypothèque, emprunter avec ou sans garantie ou se porter caution pour d'autres personnes morales et physiques, sous réserve des dispositions légales afférentes.

La Société peut s'intéresser par toutes voies de droit dans toutes affaires, entreprises ou sociétés, ayant un objet identique, analogue ou connexe, ou qui serait de nature à favoriser le développement de son entreprise. Cette énumération est énonciative et non limitative et doit être interprétée dans son acception la plus large.

La Société peut s'intéresser à toutes opérations commerciales, financières ou civiles, mobilières ou immobilières, qui se rattachent directement ou indirectement en tout ou en partie à son objet ou qui sont de nature à en faciliter la réalisation ou l'extension, sans pouvoir entraîner cependant la modification essentielle de celui-ci.»

Déclaration

Le comparant déclare, en application de la loi du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme, et du règlement grand-ducal du 1^{er} février 2010, être le bénéficiaire réel et final de la société ci-dessus et certifie que les fonds/biens/droits ne proviennent d'aucune infraction pénale.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation en langue du pays au comparant, connu du notaire par nom, prénom, état et demeure, il a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: J. HEINEN, Patrick SERRES.

Enregistré à Remich, le 05 novembre 2014. Relation: REM/2014/2432. Reçu soixante-quinze euros 75.- €.

Le Receveur (signé): P. MOLLING.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Remich, le 13 novembre 2014.

Référence de publication: 2014176615/59.

(140201638) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 novembre 2014.

Elektra-Lux S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-7540 Rollingen, 136, route de Luxembourg.

R.C.S. Luxembourg B 169.820.

L'an deux mil quatorze, le six novembre.

Pardevant Maître Martine DECKER, notaire de résidence à Hesperange;

S'est réunie

l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme «ELEKTRA-LUX S.A.», établie et ayant son siège social à L-3871 Schifflange, 13, rue de la Paix, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg, sous le numéro B 169.820,

constituée suivant acte reçu par le notaire Alex WEBER, de résidence à Bascharage, en date du 21 juin 2012, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 1912 du 1^{er} août 2012.

L'assemblée est ouverte à 12.00 heures sous la présidence de Monsieur Maximino LOUSADA, électricien, demeurant à L-7440 Lintgen, 19, rue de Diekirch.

Le président nomme comme secrétaire Monsieur Julien DEMELIERMOERENHOUT, juriste, demeurant professionnellement à Hesperange.

L'assemblée choisit comme scrutateur Monsieur Celso FRANCISCO CHAVES, administrateur de sociétés, demeurant à L-8479 Eischen, 38, Cité Bettenwiss.

Le bureau ainsi constitué, le Président expose et prie le notaire instrumentant d'acter:

I.- Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour

Ordre du jour:

1.- Transfert du siège social de la Société de L-3871 Schifflange, 13, rue de la Paix, vers L-7540 Rollingen, 136, route de Luxembourg, et en conséquence, modification afférente de l'alinéa 1 de l'article 2 des statuts, comme suit:

« **Art. 2. (alinéa 1).** Le siège social est établi dans la commune de Mersch.»

2.- Nomination en qualité de troisième administrateur, de Monsieur Eduardo RAMOS DE FIGUEIREDO.

II.- Que les actionnaires présents ou représentés, les mandataires des actionnaires représentés et le nombre d'actions qu'ils détiennent sont renseignés sur une liste de présence. Cette liste de présence, après avoir été signée «ne varietur» par les actionnaires présents, les mandataires des actionnaires représentés ainsi que par les membres du bureau et le notaire instrumentant, restera annexée aux présentes, avec lesquelles elle sera enregistrée.

III.- Que l'intégralité du capital social étant présente ou représentée à la présente assemblée, il a pu être fait abstraction des convocations d'usage, les actionnaires présents ou représentés se reconnaissant dûment convoqués et déclarant par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

IV.- Que la présente assemblée, réunissant l'intégralité du capital social, est constituée régulièrement et peut valablement délibérer, telle qu'elle est constituée, sur le point de l'ordre du jour.

Ces faits étant reconnus exacts par l'assemblée, l'assemblée générale, après avoir délibéré, prend à l'unanimité des voix, les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée décide de transférer le siège social de la Société de L-3871 Schifflange, 13, rue de la Paix vers L-7540 Rollingen, 136, route de Luxembourg, et de modifier l'alinéa 1 de l'article 2 des statuts comme suit:

« **Art. 2. (alinéa 1).** Le siège social est établi dans la commune de Mersch.»

Deuxième résolution

L'assemblée nomme en qualité de nouvel administrateur pour une durée expirant à l'issue de l'assemblée générale annuelle qui se tiendra en l'an 2017:

- Monsieur Eduardo RAMOS DE FIGUEIREDO, instituteur, né à Lamas De Ferreira De Aves - Sátão (Portugal), le 19 février 1974, demeurant à L- 9424 Vianden, 3, rue du Ruisseau,

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour, la présente assemblée a été clôturée.

Dont procès-verbal, fait et passé à Hesperange, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants tous connus du notaire instrumentant par noms, prénoms usuels, états et demeures, ils ont signé avec le notaire le présent acte.

Signé: Lousada, Demelier-Moerenhout, Francisco Chaves, M. Decker.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 11 novembre 2014. Relation: LAC/2014/52755. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur ff. (signé): Carole Frising.

POUR EXPÉDITION CONFORME, délivrée aux fins de dépôt au registre de commerce et des sociétés.

Hesperange, le 14 novembre 2014.

Référence de publication: 2014176844/58.

(140203105) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 novembre 2014.

Atout Finance Sàrl, Société à responsabilité limitée - Société de gestion de patrimoine familial.

Siège social: L-9512 Wiltz, 15, route de Bastogne.

R.C.S. Luxembourg B 178.345.

L'an deux mille quatorze, le onzième jour du mois de novembre.

Par devant Maître Edouard DELOSCH, notaire de résidence à Diekirch, Grand-Duché de Luxembourg.

Ont comparu:

- Monsieur Gérard Robert VANDENBERGH, gérant de société, né le 30 mars 1950 à Etterbeek (Belgique), demeurant à L-9512 Wiltz, 15 Route de Bastogne;

- Madame Hedwige Angèle V LONGREE, gérante de société, née le 16 décembre 1951 à Schaerbeek (Belgique), demeurant à L-9512 Wiltz, 15 Route de Bastogne.

Lesquels comparants, présents ou représentés comme mentionné ci-avant, ont exposé au notaire instrumentant et l'ont requis d'acter ce qui suit:

I.- Les comparants, présents ou représentés comme mentionné ci-avant, sont les seuls associés de la société à responsabilité limitée «ATOUT FINANCE SARL», avec siège social à L-9053 Ettelbruck, 45, avenue J.F. Kennedy, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de et à Luxembourg sous le numéro B 178.345, constituée suivant acte reçu par Maître Edouard DELOSCH, notaire de résidence à Diekirch, en date du 19 juin 2013, publiée au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations numéro 1982 du 16 août 2013, et dont les statuts (les «Statuts») n'ont été pas encore modifiés depuis sa constitution (ci-après «la Société»).

II.- Le capital social de la Société est de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-), représenté par cent (100) parts sociales de cent vingt-cinq euros (EUR 125.-) chacune, toutes les parts sociales étant entièrement souscrites et appartenant aux associés comme suit:

- Monsieur Gérard Robert VANDENBERGH, pré-qualifié, Cinquante parts sociales	50 parts
- Madame Hedwige Angèle V LONGREE, pré-qualifiée, Cinquante parts sociales	50 parts
TOTAL: cent parts sociales	100 parts

III. Les associés, prénommés, présents ou représentés comme mentionné ci-avant, représentant l'intégralité du capital social, se sont réunis en assemblée générale extraordinaire à laquelle ils se considèrent comme dûment convoqués et ont reconnu être pleinement informés des résolutions à prendre sur base de l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour

1. Transfert du siège social de L-9053 Ettelbruck, 45, avenue J.F. Kennedy à L-9512 Wiltz, 15, Route de Bastogne;
2. Modification subséquente de l'article 5 des statuts de la Société;
3. Divers.

Après en avoir délibéré, les comparants, présents ou représentés comme mentionné ci-avant, ont pris, à l'unanimité, les résolutions suivantes:

Première résolution

Les associés décident de transférer le siège social de la Société de L-9053 Ettelbruck, 45, avenue J.F. Kennedy à l'adresse suivante: L-9512 Wiltz, 15, Route de Bastogne.

Deuxième résolution

Afin de mettre les statuts en concordance avec la résolution qui précède, les associés décident de modifier en conséquence l'article 5 des statuts de la Société pour lui donner à la teneur suivante:

Art. 5. «Le siège de la Société est établi dans la commune de Wiltz.

Le siège social peut être transféré à l'intérieur de la même commune par simple décision du gérant ou, en cas de pluralité de gérants, du Conseil de gérance, et en tout endroit du Grand Duché de Luxembourg aux termes d'une décision prise par assemblée tenue dans les formes prescrites pour les modifications des statuts.

La Société peut ouvrir des succursales dans tout autre lieu du pays, ainsi qu'à l'étranger.»

Frais

Les frais, dépenses, rémunérations et charges sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société en raison du présent acte sont évalués approximativement à mille cent euros (EUR 1.100,-).

DONT ACTE, fait et passé à Ettelbruck, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants présents ou représentés, connus du notaire instrumentaire par leurs noms, prénoms, états et demeures, ils ont signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: G. R. VANDENBERGH, H. A. V LONGREE, DELOSCH.

Enregistré à Diekirch, le 12 novembre 2014. Relation: DIE/2014/14336. Reçu soixante-quinze (75.-) euros.

Le Receveur (signé) pd: RECKEN.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial C.

Diekirch, le 14 novembre 2014.

Référence de publication: 2014176709/59.

(140202925) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 novembre 2014.

Café des Bons Amis & Frères Contins sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3514 Dudelange, 9, route de Kayl.

R.C.S. Luxembourg B 179.396.

L'an deux mil quatorze

Le dix novembre;

Pardevant Maître Christine DOERNER, notaire de résidence à Bettembourg.

Ont comparu:

1) Monsieur Antonio José CONTINS, jardinier, né à Luxembourg le 25 janvier 1981 (No. Matricule 1981012523618), demeurant à L-3541 Dudelange, 107 rue de la Paix.

2) Monsieur Filipe CONTINS DO ESPIRITO SANTO, jardinier, née à Luxembourg 7 octobre 1984 (No. Matricule 1984100711890), demeurant à L-3541 Dudelange, 107 rue de la Paix;

Lesquels comparants déclarent que les nommés sub 1) et 2) sont les seuls et uniques associés de la société à responsabilité limitée «CAFE DES BONS AMIS & FRERES CONTINS sàrl» (Matricule 20132434442), avec siège social à L-3514 Dudelange, 9 route de Kayl;

inscrite au Registre de commerce sous le numéro B179.396;

constituée suivant acte reçu par le notaire instrumentaire en date du 11 juillet 2013, publié au Mémorial C de 2013, page 115.713.

Lesquels comparants se sont réunis en assemblée générale extraordinaire pour prendre à l'unanimité des voix les résolutions suivantes:

Première résolution:

Monsieur Filipe CONTINS DO ESPIRITO SANTO déclare par les présentes céder et transporter à Monsieur Antonio José CONTINS, ici présent et ce acceptant, CINQUANTE (50) parts sociales lui appartenant dans la société à responsabilité limitée «CAFE DES BONS AMIS & FRERES CONTINS sàrl».

Cette cession de parts a eu lieu moyennant le prix de CENT EURO (Euro 100.-). Montant que Monsieur Filipe CONTINS DO ESPIRITO SANTO reconnaît par les présentes avoir reçu, ce dont quittance et titre pour solde.

Deuxième résolution:

Suite à la prédite cession des parts sociales de la société l'article 6 des statuts est à lire comme suit:

Art. 6. Le capital social est fixé à DOUZE MILLE CINQ CENTS EURO (Euro 12.500.-) représenté par CENT (100) parts sociales de CENT VINGT-CINQ EURO (Euro 125.-) chacune.

Ces parts ont été souscrites comme suit:

Monsieur Antonio José CONTINS, prédit 100 parts

Ces parts ont été intégralement libérées par des versements en espèces, de sorte que la somme de DOUZE MILLE CINQ CENTS EURO (Euro 12.500.-) se trouve dès à présent à la libre disposition de la société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentaire qui le constate expressément».

Troisième et dernière résolution:

A partir de cette cession de parts la société est valablement engagée par la seule signature de l'associé unique et gérant Monsieur Antonio José CONTINS.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour la séance est levée.

Frais

Le montant des frais généralement quelconques incombant à la société en raison de la présente assemblée générale s'élève approximativement à la somme de MILLE EURO (Euro 1.000.-).

DONT ACTE, fait et passé à Bettembourg, en l'étude.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, tous connus du notaire instrumentaire par nom, prénom usuel, état et demeure, ils ont tous signé le présent acte avec le notaire.

Signé: Contins, Contins Do Espirito Santo, C. Doerner.

Enregistré à Esch/Alzette A.C. le 12 novembre 2014. Relation: EAC/2014/15235. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Receveur ff. (signé): Halsdorf.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la société sur demande.

Bettembourg, le 14 novembre 2014.

Référence de publication: 2014176766/54.

(140202933) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 novembre 2014.

Cameron Lux IV Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 5.000.000,00.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 26, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 154.342.

Extrait des résolutions prises par l'associée unique en date du 31 octobre 2014

1. Madame Cécile JAGER a démissionné de son mandat de gérante avec effet au 31 octobre 2014.

2. Monsieur David CATALA, administrateur de sociétés, né à Gent (Belgique), le 19 janvier 1979, demeurant professionnellement à L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert, a été nommé comme gérant pour une durée indéterminée avec effet au 31 octobre 2014.

Luxembourg, le 18 Novembre 2014.

Pour extrait sincère et conforme

Pour CAMERON LUX IV SARL

Intertrust (Luxembourg) S.à r.l.

Référence de publication: 2014178335/17.

(140204445) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 novembre 2014.